

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

Textes d'orientation votés lors de l'AG des 28-29 janvier 1984 à Clichy

INTRODUCTION AUX TEXTES	
D'ORIENTATION par Roger FISCHER.....	2
UN MONDE EN CRISE, UNE PLANETE EN PERIL par Jean BRIÈRE.....	7
ECOLOGIE ET TECHNOCRATIE par Yves COCHET	14
QU'EST-CE QUE LE PRODUCTIVISME ? par François DEGANS.....	16

INTRODUCTION AUX TEXTES D'ORIENTATION

Depuis 5 siècles, l'humanité se trouve emportée dans une aventure telle qu'elle n'en avait jamais connue d'approchante. Née en Europe, la combinaison complexe d'une accumulation de capitaux sans précédent, entre les mains de quelques uns aux dépens de la plupart des autres, et de la technologie sans cesse plus inventive qu'elle a suscitée, a gagné l'ensemble de notre planète. Son rythme de progression, s'accélérait continuellement, depuis le capitalisme commercial du 16ème siècle, en passant par le capitalisme industriel du 19ème siècle jusqu'au capitalisme bancaire et étatique du 20ème siècle, achève de bouleverser toutes les structures multimillénaires, tant économiques que sociales, politiques ou culturelles, des différentes familles, ou "civilisations", qui poursuivaient chacune lentement leur destin. C'est vrai pour les Européens eux-mêmes, et leurs colonies émigrées américaines ou australes, c'est encore plus vrai pour l'ensemble des non-Européens, aspirés brutalement dans la tornade.

Il ne sert à rien de se féliciter ou de se lamenter des mutations profondes provoquées par cette évolution. Toute réflexion, toute interrogation sérieuse à son sujet ne peuvent partir que de sa reconnaissance objective. Les seules questions qui valent d'être posées sont donc celles de savoir :

- vers quoi, vers où, se dirige et nous emporte ce courant tumultueux ?
- éventuellement, est-il possible de s'en échapper, de s'en tenir à l'écart ?
- est-il souhaitable de tenter de le contrôler, de l'arrêter, de le dévier ?
- si oui, est-ce possible ? Comment s'y prendre ?

Où nous mène ce courant, telle est donc la première question.

Ses apports positifs, réunis sous le nom de "progrès", sont une réalité, suffisamment connue, vantée, répétée, pour qu'il soit inutile d'en faire une fois de plus l'énumération. Les écologistes ne sont pas des passéistes : ils enregistrent avec satisfaction ce progrès, en l'inscrivant dans la colonne positive du bilan. Tout au plus doutent-ils que tout ce qui leur est présenté comme progrès en soit un véritable, et que la face éblouissante de la médaille ne soit largement illusoire.

On nous parle moins de sa face cachée, son revers. Si bien que les bilans officiels sont, de toute façon, truqués. L'autosatisfaction béate a pris la place de l'examen critique et du bilan froid, mathématique, d'où pourraient et devraient se déduire les questions utiles.

Pourtant, quiconque veut bien voir d'un oeil impartial cette face cachée y découvre sans peine les apports négatifs du "progrès". Ils sont nombreux, ce qui est normal. Ce qui l'est moins, c'est que plusieurs d'entre eux présentent, à eux seuls,

des inconvénients et même des dangers tels qu'ils remettent en cause l'ensemble des apports positifs, et conduisent à se demander, dans un premier temps, si le prix du "progrès" ne dépasse pas les moyens de paiement de l'humanité et, dans un deuxième temps, à conclure en ce sens.

On peut discuter, et certains peuvent admettre, par exemple, que les bouleversements, les désarticulations désastreuses des civilisations rurales de l'Europe et surtout du Tiers Monde constituent un "prix du progrès" acceptable ; qu'il faut y passer pour aller vers un état supérieur.

Ou bien que les crises cycliques de l'économie libérale, y compris avec la violence que le 20ème siècle leur a donnée, sont aussi d'un prix supportable dans son bilan global.

Mais il est en tout cas deux apports de l'aventure actuelle qui ne sauraient être acceptés consciemment par personne, car ils ne touchent à rien moins qu'aux fondements mêmes de la vie sur terre : ce sont les très graves menaces qui pèsent d'une part sur le sort fait à l'homme, d'autre part sur le sort fait à notre planète elle-même. Ces menaces sont telles qu'elles conduisent à l'impasse absolue.

"Déshumanisation", le mot n'est pas trop fort pour désigner les menaces, et déjà largement les effets, sur le sort des êtres humains eux-mêmes, du courant qui nous emporte.

C'est en premier lieu une double menace physique qui met en jeu la survie même de l'humanité.

Directement, elle réside, de façon aveuglante, dans l'extravagante masse des armements nucléaires, renforcée par celle des armes chimiques et biologiques, et en constante progression, qui planent sur nos têtes. Ce sont des médecins qui ont évalué à un milliard de morts et un milliard de blessés (que personne ne pourrait soigner), le nombre de victimes d'une éventuelle guerre nucléaire totale, sans compter qu'on ne voit pas comment les survivants pourraient longtemps continuer... de survivre sur une planète atomisée et totalement désorganisée.

Et un simple malentendu, un simple accident suffiraient à déclencher cet enfer.

Imaginons que, par miracle (il n'y a pas d'autre mot), l'humanité ne soit jamais victime de cet holocauste. Est-il acceptable qu'elle vive dorénavant sous une telle menace permanente ? Est-il possible qu'elle fasse des projets d'avenir, et tout simplement qu'elle puisse goûter la joie de vivre sous une telle épée de Damoclès ?

Nous parviendrons à supprimer ou neutraliser cet arsenal atomique que la menace physique sur l'avenir de l'humanité ne serait pas écartée pour autant. Car elle se trouve aussi, indirectement, dans le problème de l'alimentation de la masse humaine emportée par une croissance démographique vertigineuse, fruit du déséquilibre entre les taux de natalité qui restent souvent "physiologiques", c'est-à-dire maxima, et des taux de mortalité écrasés par les technologies médicales modernes. Non seulement près de la moitié de l'humanité actuelle ne parvient déjà pas à manger à sa faim ; non seulement il ne reste plus guère de terres nouvelles à mettre en valeur ; non seulement l'accroissement des rendements grâce aux technologies agricoles modernes plafonne maintenant ; mais encore cet accroissement des rendements n'a été acquis,

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

pour une part croissante, qu'au prix de l'usure des terres, de leur dégradation chimique et mécanique, d'un prélèvement sur le capital et non sur la rente, de telle sorte qu'une baisse des rendements est à prévoir inévitablement comme suite au forcing actuel.

En supposant même qu'il soit paré à cette double menace physique, la déshumanisation est déjà largement entamée : c'est tout simplement dans la "qualité d'être humain" que l'humanité est profondément atteinte, d'un mal qui s'étend rapidement.

Si le prolétaire européen n'est plus, dans l'ensemble, le misérable qui, dans les usines de Napoléon III, dormait entre les machines et survivait jusqu'à 35 ans dans des conditions "inhumaines", il n'en reste pas moins que la population des pays actuellement les plus riches comporte un pourcentage de "pauvres" qui, après avoir décliné, va à nouveau en croissant. Surtout, l'amélioration du sort matériel du prolétariat des pays riches n'a pu être acquise que par le transfert de la pauvreté et de la prolifération dans les pays pauvres d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie, où elles ont pris une ampleur autrement plus importante, et dont les populations se trouvent arrachées à leurs familles, à leurs terroirs, entassées dans les bidonvilles, déracinées économiquement, culturellement, autant que physiquement.

Est-il possible d'imaginer qu'il s'agit là d'une situation provisoire, et qu'à leur tour, un jour, les prolétaires du Tiers Monde, après ceux de l'Europe, "s'embourgeoieront" ? Non, seulement la paupérisation des pays pauvres va s'accroissant en même temps que l'enrichissement des pays riches se poursuit, l'écart ne cessant donc de se creuser, mais en outre, et surtout, il est aveuglant que, quelles que puissent être la méthode économique en oeuvre et la volonté politique d'y parvenir, jamais les ressources de la planète ne permettraient à 6 milliards d'hommes, et encore moins à 10 ou 12, d'atteindre un niveau de vie et de gaspillage d'un américain ou d'un européen moyens.

Quant à ce privilégié, à cet exploitateur des richesses et du travail du Tiers Monde qu'est ce citoyen "moyen" des classes "moyennes" qui constituent maintenant le plus clair des sociétés des pays riches, derrière le visage épanoui que nous montrent de lui tous les placards publicitaires, que trouve-t-on ?

Son aliénation comme travailleur, telle que l'a connue et dénoncée Marx, a quelque peu changé de nature, mais est toujours bien réelle : si les machines et les travailleurs immigrés ont pris en charge une bonne part de la pénibilité physique de son travail, si les luttes syndicales en ont réduit le temps et amélioré la protection, ce travail a pris en revanche un caractère spécialisé, robotisé, parcellisé, répétitif et sans signification qui leissent toujours aussi déshumanisant. En outre, à son aliénation comme travailleur s'ajoute maintenant son aliénation comme consommateur, l'économie actuelle butant plus sur le problème de vendre que de produire, ayant davantage besoin d'acheteurs que de travailleurs : pilonné par les pubs et les médias, il est poussé à consommer sans cesse davantage des produits sans cesse plus frelatés autant qu'inutiles. De moins en moins "être humain à part entière",

assisté dans tous les domaines, déresponsabilisé, castré d'esprit critique, isolé dans des rapports familiaux et sociaux désarticulés, il risque d'être la proie et même le support des régimes "forts" qui se multiplient un peu partout et ne demandent qu'à participer à la violence qui semble de plus en plus tenir lieu dans la société actuelle de valeur morale et d'idéal.

Tel l'apprenti sorcier, l'homme devient ainsi sa propre victime. Mais il n'est pas la seule : c'est le sort de toute notre planète qui est aujourd'hui en jeu.

La vie animale et végétale régressent. Il a fallu des ères géologiques pour que notre planète se trouve riche de l'extraordinaire variété de ses espèces vivantes. Il a fallu cent ans seulement pour que des centaines d'entre elles et des milliers de variétés disparaissent irréversiblement. De nombreuses autres se raréfient, sont à leur tour en voie de disparition. Les fragiles équilibres écologiques de tout ce petit monde sont menacés, souvent rompus déjà. La croissance humaine a pour corollaire l'appauvrissement de l'ensemble de la vie sur terre. L'homme n'étant qu'une espèce parmi les autres, dans la dépendance des autres, c'est la branche même qui le porte qu'il est en train de scier.

Et pas seulement la branche, le sol même lui échappe. Sous les coups de bûche du gaspillage énergétique, de la chimie, des pollutions de toute sorte, les sols se stérilisent, les eaux douces ou marines se meurent, le renouvellement de l'oxygène de l'atmosphère est menacé par la réduction des espaces forestiers, sa couche d'ozone indispensable à toute vie sur terre s'effrite, la radioactivité peut, du jour au lendemain, s'étendre partout.

Si l'homme est insensible à la mort lente des fleurs et des oiseaux, s'il prétend que c'est un mal nécessaire à son propre "progrès", à son propre "bonheur", ne voit-il pas qu'à travers eux c'est lui-même qu'il condamne ?

Menaces, et déjà désastres, sur l'homme, menaces, et déjà désastres, sur l'ensemble de la planète, arrêtons là le bilan : aucun des avantages apportés par l'évolution humaine depuis 5 siècles, et pas même leur somme, quels qu'ils soient, et si considérables, indiscutables, qu'ils soient, ne valent, ne peuvent valoir le prix auquel il faut les payer. Il doit être clair pour tous, et les écologistes affirment, qu'à moins de vouloir délibérément aller au suicide, en entraînant, avec nous une grande part de la vie et des richesses de la planète Terre, il n'est pas possible de continuer dans cette voie.

Doù la deuxième question : ce courant qui nous emporte, pouvons-nous en échapper, pouvons-nous nous sauver en nous tenant à l'écart, en quittant cette société, en allant ailleurs pour en constituer une autre, par exemple "naturelle", communautaire, non-violente, à la Jean-Jacques Rousseau ?

Il est normal que la tentation en soit forte. Nombreux sont ceux qui, ayant vécu déjà, ou seulement perçu la face cachée de la médaille "progrès", sont partis élever des chèvres et tisser la laine en Ardèche ou en Colombie britannique. Le pourcentage des "marginaux" ne cesse de s'accroître, dans certains pays, notamment aux Etats-Unis, au Canada....

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

Fausse issue pourtant. Parce qu'ils ne sortent pas pour autant de l'écosystème terrestre, de l'interdépendance étroite entre la planète et tous ses habitants. Bien sûr, autant vivre ainsi, mais sous la réserve de ne se faire aucune illusion : l'industrie, ou les autoroutes, ou les puits de pétrole, ou les touristes, ou les retombées nucléaires sauront bien les atteindre. Et quand la machine explosera, ils ne seront pas à l'écart de l'explosion. Il n'y a plus d'espace où fuir. Le courant balaye tout, il faut faire avec, dedans.

Et parce que, en particulier, la société ne tolère ces marginaux que dans la mesure où ils ne la gênent pas, où ils n'entraînent pas sa course folle. Surveillés, subventionnés s'il le faut, ce n'est pas eux qui changeront le cours des choses. Quelques moutons égarés du troupeau ne mettent pas en cause le troupeau. La société "alternative" qu'ils essaient de construire a l'intérêt de montrer que l'on peut vivre autrement, même à notre époque ; mais quel que soit son caractère révolutionnaire, elle n'a pas la capacité d'influer véritablement sur l'évolution générale de l'humanité.

Nous sommes donc tous dans le bain, sans pouvoir nous en échapper réellement. Pouvons-nous au moins tenter de ralentir, de freiner ma machine qui nous entraîne ?

A la crise que nous vivons, on peut imaginer des remèdes réformistes. Ils auront autant d'effet qu'un couvercle sur une marmite en ébullition. La machine qui nous emporte est en tout cas incapable de se réformer elle-même. Elle n'appartient pas à tout le monde, loin de là. Elle appartient au petit nombre des propriétaires de l'économie, c'est-à-dire des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire du "capital". Personnes privées de moins en moins, sociétés anonymes, souvent multinationales, banques, Etats, y compris de manière monopolistique (en particulier capitalisme d'Etat des pays "socialistes"), tous sont mus par la seule recherche du profit à court terme maximum, de ce pouvoir dont le profit est la principale clef, donc de la production à outrance quelles qu'en soient les conséquences et le coût autre que marchand. La concurrence sauvage, commerciale, internationale, et de plus en plus aiguë, oblige le capitalisme privé ou d'état à poursuivre sa course aveugle en ayant, d'ailleurs, de moins en moins de pouvoir sur son propre mécanisme interne.

Elle est d'autant moins contrôlable que l'évolution du capitalisme moderne, sa complexité et sa sophistication sans cesse accrues y ont introduit des masses de bureaucrates et de technocrates qui y ont pris une part croissante de pouvoir, et ne peuvent l'alimenter qu'en accélérant le courant. Les syndicats ouvriers eux-mêmes, toujours à la recherche d'une meilleure petite part du gâteau, poussent dans le même sens d'un gâteau de plus en plus gros. Qui aurait le pouvoir de freiner ? La machine n'a plus ni maître ni contrôleur, elle tourne toute seule, par habitude, dans la dilution des responsabilités et les concurrences catégorielles, qui ne peuvent conduire qu'à *plus, toujours plus*.

Le contrôle, la "réforme", peuvent-ils venir du pouvoir politique ? Il n'est plus maintenant qu'un rouage du pouvoir économique, incapable de se mettre en travers de la course. Même lorsque, comme en URSS, il est propriétaire du capital, et alors pris dans l'engrenage à la fois du capitalisme et du nationalisme.

Nous sortons progressivement d'une longue période de tentatives réformistes. Ce sont celles de la social-démocratie qui s'est appliquée à faire passer par le pouvoir politique la recherche d'une réforme à l'intérieur du capitalisme et sans le remettre véritablement en cause : celle d'un meilleur "partage des richesses", d'une société égalitaire, plus juste, plus "humaine". L'échec de la social-démocratie, après plus de 100 ans d'espoirs et d'efforts passionnés, est flagrant, total. Elle n'a pu empêcher que le monde devienne de plus en plus inégalitaire, inhumain, violent. Est-elle pour quelque chose au moins dans la réduction des écarts entre "bourgeois" et "prolétaires" des pays riches ? Nous avons déjà noté que le capitalisme moderne, moins friand de producteurs que de consommateurs, n'aurait pas eu besoin des "revendications ouvrières" pour transformer les premiers en seconds : il faut bien que l'ouvrier puisse acheter la voiture qu'il fabrique, car sinon qui l'achètera ? Un patron peut en avoir 2 ou 3, mais pas 500....

Capable seulement de bonnes paroles sociales, destinées à créer la confusion, le capitalisme, même sous sa forme étatique de l'Est, n'est capable aussi, en ce qui concerne les préoccupations écologiques, que de bonnes paroles et de pseudo-actes, uniquement destinés de camouflage, de rideaux de fumée.

Nos forêts crèvent de surexploitation, de coupes rases, d'enrésinement, de pluies acides. L'Etat prendra la question en mains, laissera trois mètres de feuillus entre les routes et ses plantations de sapins et lancera des opérations de propagande pour que les promeneurs, tous coupables, y ramassent leurs papiers gras : opération "forêts propres" !

Nous crevons sous les pollutions ? On nous organisera des "salons de l'environnement", où les marques d'aspirateurs à poussière et celles de lessives chimiques se disputeront le profitable marché de l'antipollution capitaliste. Mais on continuera d'inonder de crédits la construction de centrales nucléaires ou d'armes plutôt que la recherche contre le cancer, abandonnée à la charité de nos bons coeurs...

A quoi servent les "ministères de l'environnement", sinon d'alibi ? Comment les réformistes écologistes pourraient-ils freiner, aménager écologiquement, un torrent que les réformistes socialistes n'ont pas, à travers toutes leurs luttes, réussi à aménager socialement ? Ecologistes comme socialistes, cessons au moins de rêver, et d'investir à fonds perdus notre temps, notre peine, nos espoirs. Cessons d'être utopistes.

Que faire, donc ?

Peut-être n'y a-t-il rien à faire, peut-être serons-nous de toute manière emportés par les dérèglements de l'humanité jusqu'à leur terme. Après tout, n'est-ce pas, paraît-il, d'avoir trop grandi qui a fait disparaître les dinosaures ? L'espèce humaine échappera-t-elle à cette loi des équilibres biologiques qui dit : "naissance, croissance, croissance, mort" ?

L'espèce humaine, qui est le prédateur de toutes les autres, est la seule à n'avoir elle-même pas de prédateur pour limiter ses excès. Elle seule peut être son propre prédateur, et donc aussi son propre limitateur. Ou bien elle sera

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

effectivement son propre prédateur, elle se détruira elle-même, en laissant derrière elle une planète en ruine. Les dinosaures, en disparaissant, n'avaient, eux, pas fait de dégât... Ou bien on a l'audace de se dire, que, peut-être, l'homme peut trouver dans la masse unique de ses pouvoirs celui d'être son propre limitateur en le séparant de sa capacité de destructeur, de se contrôler en fonction de ce qui est possible et de ce qui ne l'est pas.

C'est le pari des écologistes. Gagnable ? Perdu d'avance ? Peu importe, ils ont en eux la volonté de ce pari et la conscience de ce choix possible ; cette volonté et cette conscience font aussi partie de l'espèce humaine, elles doivent s'épancher comme s'épanchent tous les autres composants du torrent humain. Mais pas seulement pour se faire plaisir. Pour réussir, ce qui semble suffisamment difficile pour qu'il faille se donner soigneusement, méticuleusement, toutes les chances de réussir, sans rien laisser au hasard, sans qu'on puisse se permettre la moindre marge d'erreur, le moindre faux pas. Sans doute la plus ardue, mais par là même la plus grisante, de toutes les entreprises que les hommes ont jamais tentées.

Clairs, précis, doivent être les objectifs. Clairs, précis, parfaitement adaptés doivent être les moyens qu'on se donne pour les atteindre.

Bien définir les objectifs, c'est d'abord être réaliste, écarter ceux qui seraient impossible à atteindre, retenir ceux qui ont des chances de pouvoir l'être. Ne pas rêver, non plus, ne pas tomber dans le regret d'un passé qui peut, ici ou là, offrir des "modèles", mais qui ne fut jamais idyllique, ni sans contradictions ni sans violences pour les résoudre, et de toute façon ne ressuscitera pas.

Séparer donc, dans l'actuel, le bon grain de l'ivraie, ne pas refuser en bloc toute la moisson sous prétexte qu'il y a de l'ivraie dans le grain. Nous ne sommes pas contre le "progrès". Au contraire, nous le voulons, et nous pensons qu'il y a encore beaucoup à faire, et mieux qu'on ne le fait aujourd'hui. L'imagination, l'inventivité de l'homme sont une réalité que nul ne peut castrer, étouffer. Nous croyons à un sort meilleur pour l'humanité, et croyons aussi qu'elle a les moyens de se le forger.

Quel sort meilleur ? Nous pensons d'abord que la démarche de la société actuelle fait fausse route en confondant le bonheur avec l'"avoir", la possession d'une masse croissante de biens matériels, comme s'il n'y avait de désir chez l'homme que des besoins matériels.

Nous ne négligeons pas ces besoins. Ils sont même, pour une part, élémentaires, primaires. Manger à sa faim, s'abriter correctement, disposer d'un minimum d'aisance matérielle, de surplus, de sécurité, sont des besoins primordiaux, qui étouffent tout autre s'ils ne sont pas satisfaits, comme c'est le cas actuellement pour la majorité des êtres humains. La première tâche que se donnent les écologistes est de tout faire pour que l'ensemble de l'humanité puisse accéder à ce minimum vital, préalable à tout autre pas en avant. Et cet objectif n'est pas accessible dès lors que deux conditions fondamentales, qui nous ouvrent deux pistes d'action, seraient réalisées :

- l'adéquation de la masse de la population humaine aux ressources alimentaires que peut fournir la planète, en prélevant le produit, la rente renouvelable de ce qu'elle peut donner, mais sans puiser dans le capital qu'elle constitue.

- le plus juste partage de ces ressources entre tous.

Au delà de ces besoins vitaux, faut-il viser des "avoirs" supplémentaires ? Les écologistes ne sont ni pour l'austérité, ni pour la tristesse, ils savent même être de bons vivants. Nous n'avons donc rien contre la recherche d'avoirs supplémentaires sous les deux seules réserves : que la planète puisse fournir à notre inventivité et à notre travail les ressources renouvelables suffisantes pour que tous ceux qui le souhaitent puissent accéder à ce "supplément d'avoir" ; et que la recherche de ce supplément d'avoir cesse d'être utilisée comme une religion pour n'être plus qu'un accessoire, agréable, non essentiel.

Car, face à "l'avoir", nous privilégions l'"être", le bien-être, la satisfaction des désirs autres que ceux de biens matériels (y compris les armes) auxquels veut nous réduire la société actuelle. Nous n'avons pas à privilégier tels désirs de l'homme par rapport à tels autres. Nous ne sommes pas des spiritualistes, et n'avons pas vocation à juger pour les autres, encore moins à jouer les maîtres à penser. Nous voyons seulement que la bête humaine est animée par des désirs variés, et que, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui, ces désirs doivent pouvoir d'abord s'exprimer, ensuite tenter d'atteindre leur satisfaction. Nous croyons que c'est la condition de l'accomplissement de la nature humaine comme celle de toute nature vivante, que sa réalisation est nécessaire au bien-être, à l'équilibre, à l'harmonie de chacun, tant en soi-même que dans ses relations avec les autres hommes et avec l'ensemble de la nature qui le porte et dont il n'est qu'un élément.

La société douce, stable, non violente, conviviale et non pas policière, de démocratie et de liberté, à laquelle nous aspirons, ne peut être constituée que d'êtres équilibrés, épanouis, conscients de ce qu'ils peuvent demander aux autres hommes et à la planète et de ce qu'ils ne peuvent pas en attendre, conscients que leurs principales richesses sont non pas ailleurs mais en eux-mêmes, et libres, autant que nature le permet, de trouver en eux-mêmes leur voie en ce sens, d'assumer eux-mêmes la plus grande part possible de leur destin.

La Société que nous voulons tenter de construire est ainsi aux antipodes de la société actuelle. Nous savions déjà que la société actuelle ne peut être réformée. Nous savons maintenant que, même si c'était possible, il serait inutile de vous engager dans cette voie. C'est une tout autre société que nous voulons, bâtie sur d'autres fondements, regardant dans d'autres directions, cheminant sur d'autres routes.

Nos objectifs sont donc, si l'on tient à employer un vieux mot usé, des objectifs "révolutionnaires". N'ayons pas non plus l'illusion que les maîtres de la société actuelle nous laisseront faire. Au contraire, sachons bien qu'ils feront tout pour nous en empêcher, pour sauver leur édifice, même si le "sauver" veut dire l'entraîner tout droit, et l'humanité qui l'habite avec, à sa perte. Rappelons nous que cette société est

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

aveugle. Soyons donc bien conscients de l'ampleur et de la difficulté de la tâche que nous nous donnons. Les dangers inhérents à notre engagement sont évidents ; mais si nous y renoncions, c'est notre vie même qui serait irrémédiablement condamnée.

Nous ne saurions donc échapper, que ce nous plaise ou non, à la conquête du pouvoir, non seulement du pouvoir politique, mais surtout, et ce sera autrement difficile, du pouvoir économique. Il nous faudra arracher à ceux qui les détiennent, sociétés capitalistes, Etats capitalistes ou Etats "socialistes", non seulement les leviers de commande politique, mais surtout les moyens de production et d'échange.

C'est là la première tâche qui nous attend.

Nécessaire pour briser le pouvoir qui nous opprime et nous conduit à notre perte, cette tâche l'est aussi comme préalable à l'édification d'une société écologiste. Cette société comporte en effet que chaque être humain puisse assumer lui-même son propre pouvoir, sa responsabilité, sur lui-même, avec pour seules limites l'existence des autres dans une société commune, et l'impossibilité de transgresser ce que permet la nature.

Cette société ne saurait s'édifier sur une autre base que celle de la responsabilité de chaque être humain, disposant de la maîtrise de son destin, la somme de ces maîtrises individuelles constituant celle de la société elle-même.

Quel autre mot employer, même s'il est lui aussi bien usé d'avoir été traîné dans tant de ruisseaux, que celui de "démocratie" ?

Politiquement, nous voulons une démocratie véritable, où le pouvoir de décision procède de tous, aussi directement que possible, où seule l'exécution des décisions puisse être déléguée, sous contrôle permanent.

Economiquement, nous voulons une démocratie tout aussi véritable. Ceci comporte en premier lieu que les besoins soient d'abord déterminés, par tous, en fonction des possibilités naturelles et des limites de l'écosystème, et en fonction des choix qu'elles permettent, à l'inverse de la situation actuelle où c'est la production qui fabrique les besoins ; et, en deuxième lieu, que la production soit ensuite mise en oeuvre par l'ensemble des personnes concernées, ce qui signifie notamment que les moyens de production doivent devenir la copropriété des travailleurs, des consommateurs et de la communauté de voisinage concernés par chaque entreprise.

Le plein exercice d'une telle démocratie, tant politique qu'économique, et notamment du contrôle des décisions, ne peuvent s'exercer dans les gigantesques unités de vie et de production auxquelles a conduit l'évolution récente du capitalisme et des Etats : il s'y trouverait entravé par l'anonymat généralisé, la multiplication des cloisons horizontales et verticales, celles des intermédiaires et parasites de toutes sortes, bureaucrates et autres technocrates, qu'à la fois ce gigantisme permet et rend nécessaire.

Il faudra donc, à l'inverse, privilégier les unités de vie et de production à échelle humaine dans toute la mesure du

possible : quartiers urbains, villages, pays, régions, petites et moyennes entreprises.

Est-ce à dire que nous préconisons une "atomisation" de l'humanité, à contre-courant de la marche actuelle vers l'internationalisation ? Que non. Nous voulons seulement, d'une part : que chaque individu, plutôt que de se trouver comme actuellement perdu dans une masse de voisins ou de collègues écrasante et anonyme, puisse d'abord trouver une place à sa mesure dans une société à échelle humaine, dont il puisse saisir les contours, la structure, le fonctionnement, et où il puisse percevoir la signification de sa fonction ; d'autre part que, d'une cellule sociale ou professionnelle à l'autre, d'une région à l'autre, d'une nation ou d'une civilisation à l'autre, d'autres rapports que les rapports de force et de domination actuels puissent régner.

Quels rapports ? Sur quelles bases ? Nous n'avons pas la naïveté d'imaginer une société, une humanité non conflictuelles. L'agressivité est potentielle en chacun d'entre nous. Mais : D'une part, cette agressivité trouve dans les rapports sociaux plus ou moins d'occasions de se manifester et nous avons confiance que les rapports sociaux, économiques ou politiques, inter régionaux ou internationaux, dans la société écologique d'hommes responsables que nous voulons bâtir, fourniraient beaucoup moins d'occasions d'agressivité. D'autre part nous ne confondons pas violence et agressivité. Nous voulons que l'agressivité trouve une autre expression, un autre exutoire que la violence. C'est une société non-violente que nous visons. Et nous croyons que les sources de conflit, dans cette société écologique d'hommes responsables, doivent pouvoir se résoudre par la concertation, dans un état de droit planétaire reposant sur la solidarité et les rapports contractuels issus d'un consensus général. La paix alors ne procédera pas de quelques superchefs de surperpuissances superarmées jouant (mal) les gendarmes, mais se construira sur la volonté déterminée de l'ensemble des habitants de notre planète.

Tels sont donc nos objectifs, et quelques pistes déjà esquissées sur les moyens d'y parvenir. Il nous reste à préciser ces moyens.

Nos objectifs sont très ambitieux. Il est clair qu'ils sont à long terme, à longue échéance. La société que nous voulons bâtir ne pourra pas s'établir du jour au lendemain, en supposant qu'un jour elle y parvienne. Or le temps presse. La famille, la guerre nucléaire, la montée des totalitarismes nous laisseront-elles le temps nécessaire à l'accomplissement de notre tâche ? La tentation est donc grande de prendre les raccourcis. Nous nous y refusons pourtant sans l'ombre d'une hésitation. "Révolutionnaires" par nos objectifs, nous ne le serons pas par nos moyens. Nous ne tenterons pas de prendre le pouvoir minoritairement, de force, nous ne ferons aucun coup d'état, nous ne referons pas 1917, nous n'entreprendrons pas de "sauver l'humanité malgré elle", même avec la bonne intention -chanson trop connue- de "rendre au peuple" le pouvoir que nous aurions pris.

Tant pis si la catastrophe -économique, guerrière, écologique- éclate avant. Car quelle humanité, quelle planète "sauverions-nous" en procédant ainsi ?

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

Nous ne séparons pas la fin et les moyens. Ils sont pour nous confondus : ils n'ont qu'un nom, celui de la responsabilité des êtres humains. De leur responsabilisation, et d'elle seule, nous attendons à la fois la possibilité qu'une autre société, celle que nous souhaitons, soit un jour viable, et la possibilité de venir à bout de la société actuelle pour la remplacer par cette autre.

Ce pouvoir dont nous ne sommes pas amateurs, et que nous ne prendrons sur personne, nous nous contenterons de dire qu'il doit être pris, que chacun doit le prendre, sur lui-même, en refoulant ceux qui le lui contestent.

Le seul rôle que nous, écologistes, nous attribuons, est de tout faire dans le sens de cette responsabilisation, d'alerter, d'éveiller, de proposer un autre chemin, d'offrir, tout au plus, le cadre où une force massive de contestation et de "révolution" se mettrait en marche.

Ou bien cette force ne se constituera pas : les hommes continueront leurs jeux dangereux et irresponsables et nous nous serons dépensés pour rien, et nous crèverons avec tous, mais nous aurons au moins tout tenté pour entraver le cours actuel des choses et déboucher enfin, après tant de millénaires et tant de misères, sur une société digne des hommes.

Ou bien, et c'est notre seul espoir, les hommes ouvriront les yeux à temps, et trouveront en eux-mêmes la force et la détermination à la fois de se sauver et de devenir enfin des êtres véritables, adultes, à la hauteur des extraordinaires possibilités que la nature leur a données.

Citoyens de notre planète, à vous de choisir.

Roger FISCHER

UN MONDE EN CRISE, UNE PLANETE EN PERIL

La biosphère menacée

En cette fin de siècle, l'homme se trouve confronté à un véritable drame dont il est à la fois l'auteur et la victime : une crise écologique au sens biologique du terme. Quelques exemples pour éclairer cette réalité : chaque enfant américain qui naît aujourd'hui a une espérance de vie de 70 ans, compte tenu du niveau actuel moyen de consommation, il va consommer au cours de son existence 7 automobiles, 80 000 litres d'essence, 50 tonnes de nourriture, 5 tonnes de plastique, 51 tonnes de métal, 19 tonnes de papier.

Cependant, dans le tiers monde, le nombre des bouches à nourrir s'accroît d'un million tous les 5 jours.

Ces données montrent à l'évidence l'impossibilité physique d'une extension à toute la planète du mode de vie US. Il est impossible que les 6 milliards d'hommes qui, sauf accident nucléaire majeur, peupleront la terre en l'an 2000 consomment et produisent de la même manière et autant que ce modèle de référence. Mais cet aspect humain du problème cache encore une réalité beaucoup plus grave. Par son

développement numérique et par la croissance de sa consommation individuelle, l'homme exerce une pression destructrice sur le reste de la biosphère. Car l'homme n'est pas, comme il le croit, le maître et le seigneur de la nature. Il n'est ni au dessus ni en dehors, mais il est lui aussi partie intégrante de la nature, dans la nature. Un simple chaînon de l'écosystème terre.

Depuis 1800, on estime que 800 espèces animales répertoriées ont disparu. Ainsi, il y avait des millions de pigeons de l'espèce extopistes migratorius aux USA en 1870. Le dernier a été abattu en 1904. Les études sérieuses montrent qu'un million d'espèces ou variétés sont menacées d'ici la fin du siècle : appauvrissement de l'espèce humaine, disparition des Indiens, des aborigènes et autres groupes humains du Grand Nord ; disparition d'espèces animales (baleines, bisons), d'espèces végétales par milliers, conjuguée à un appauvrissement génétique dû à la sélection qui élimine toute une série de variétés de blé, de riz, de maïs. Ces espèces vont disparaître du fait de la destruction des forêts, de l'extension des cultures ou de la pollution industrielle. La terre arable meurt, en quelques dizaines d'années plus de 10 millions de km² de terres cultivées ont été stérilisées. Aujourd'hui, on ne compte guère plus de 13 à 14 millions de km² de terres cultivées.

Aux USA, bon an mal an, 420 000 hectares disparaissent du capital arable terrestre du fait des décharges, de la construction de routes, d'usines. Les zones occupées ou souillées par l'homme représentent 31 % du territoire, alors que la densité démographique n'excède pas 25 habitants au km². En Europe, des pays comme la Suisse ou les Pays-Bas ne disposent pour vivre que de 400 m² de terre cultivée par habitant. Java, les pays du Maghreb, la Chine et les pays de l'Amérique Centrale croulent sous la pression démographique. En Afrique, 55 % du territoire est menacé par la désertification alors que la population n'excède pas 400 millions d'habitants mais dépassera probablement les 800 millions en l'an 2000.

Les mers comme la Baltique, la Méditerranée meurent. Le lac Baïkal, perle de Sibérie, subit le sort de milliers d'autres lacs atteints par les pluies acides et les rejets industriels. L'eau potable devient un bien rare même dans les pays industrialisés ; dans le tiers monde des centaines de millions d'hommes en sont privés. Quant aux rejets massifs de CO₂ dans l'atmosphère, nul ne peut en prévoir à l'heure actuelle les conséquences.

Quelque soit le modèle politique, le type de civilisation, le contexte culturel, partout l'homme, grâce au pillage des ressources énergétiques fossiles et naturelles, étend sa domination, faisant ainsi disparaître les autres espèces animales et végétales. Incapable d'une auto-limitation, l'espèce s'attaque inconsciemment à ses propres conditions de survie.

Cet appauvrissement absolu que constitue ces disparitions est un phénomène irréversible. L'homme, le prédateur qui occupe le sommet de la pyramide des espèces, ne peut survivre sans respecter l'extraordinaire complexité des interactions entre les espèces.

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

Jamais la biosphère n'a subi une telle agression en un temps aussi court. Que sont trois siècles d'industrialisation au regard des siècles révolus ? Qui aujourd'hui peut prévoir les conséquences à long terme des perturbations que l'homme inflige à son milieu ?

Or, nous pouvons dire qu'aucun groupe de décideurs dans le domaine économique et politique n'a encore réellement pris conscience de l'actualité du problème écologique. Certains ignorent ces nouvelles contraintes, ou les nient totalement, la plupart les considère comme appartenant à un futur lointain. Tous se comportent comme si la planète était un monde infini permettant une expansion infinie. On n'est pas loin du "après nous le déluge".

Mais accorder toute leur importance aux données biologiques n'implique pas un biologisme doctrinal. Cette crise biologique profonde n'est qu'un des paramètres de la crise écologique au sens le plus général du terme qui affecte toute l'économie de l'espèce notamment son vécu idéologique et son activité économique, c'est-à-dire ce tout que constitue l'écosystème terre. Ce qui est véritablement en cause, c'est notre façon d'"habiter le monde". L'application à l'homme de la méthodologie scientifique utilisée dans la recherche écologique conduit nécessairement à considérer la totalité de l'écosystème. Toutes les manifestations de l'activité humaine aussi bien physiologiques, psychologiques, quelles soient individuelles ou de groupe, ainsi que les différentes modalités d'organisation des sociétés, doivent être reliées entre elles en un tout cohérent lui-même étudié dans ses relations avec le reste du monde physique, animal ou végétal. L'écologie oblige l'homme à reconsidérer son rapport au monde, à remettre en cause l'anthropocentrisme des interprétations philosophiques qui se sont succédées jusqu'à nos jours.

Une aliénation croissante, l'homme dépossédé de lui-même

L'évolution de notre société, fondée essentiellement sur l'appropriation matérielle, sur la production pour la production, a conduit à considérer de plus en plus l'homme comme un moyen et non comme une fin.

La complexification de la société fait que les détenteurs du pouvoir tendent, sous couvert de nécessité technocratique, à déresponsabiliser les citoyens pour mieux les contrôler.

On peut dire que la réification, la réduction instrumentale de l'homme, caricaturale dans le domaine militaire, tend à envahir la totalité de la société civile. De même que l'efficacité de la machine de guerre exige la déresponsabilisation complice de l'exécutant couvert par ses supérieurs pour que soit levé l'interdit majeur "tu ne tueras point", de même dans l'organisation du travail tout est fait pour que l'exécutant n'ait pas à penser. Sa responsabilisation envers le produit de son travail est remplacée comme dans l'armée par la sanction.

Ainsi, le rapport au travail qui constitue un point particulièrement sensible des contradictions traversant nos sociétés industrielles, se caractérise non seulement par la

déresponsabilisation mais également par une représentation mutilée de l'individu. Les nouvelles technologies et formes d'organisation, fondées sur la division des tâches, où celui qui pense le travail ne doit pas être celui qui l'exécute, aboutissent à la mise en place d'un nouveau modèle "d'homme machine" dont les activités corporelles ou mentales sont toutes orientées vers l'acte de travail. Egalement, cet appendice de la machine en est réduit aux seules fonctions utiles excluant toute existence d'affectivité, sans imaginaire, sans créativité : c'est l'homme réduit à un assemblage mécanique de fonctions partielles.

Cette irresponsabilité collective, cette dilution de la responsabilité personnelle se manifeste jusque dans l'exercice du pouvoir qui tend à devenir anonyme.

Tout contrôle électif des véritables décideurs est mis en cause au nom de la rationalité technique et de la compétence, qui seraient la garantie de l'objectivité des choix qui sont imposés.

Réponse d'un responsable d'EDF à la question : "Qui serait responsable en cas d'accident nucléaire majeur ?"

"Les électeurs, qui ont choisi un gouvernement auquel en bon citoyen, j'obéis !"

Il faut souligner tout particulièrement le rôle des milieux scientifiques comme auxiliaires nécessaires de tous les pouvoirs et dans les techniques de domination. La collusion entre pouvoir et savoir n'a jamais été aussi grande, jamais non plus la responsabilité du groupe des détenteurs du savoir dans le devenir et l'évolution de la société n'a été aussi grande.

Jamais non plus l'alibi scientifique n'a servi autant de paravent à l'appropriation d'un pouvoir occulte : c'est la réaction d'Henrico Fermi aux objections éthiques d'un Szilard à l'utilisation de la bombe atomique qu'ils venaient de construire : "*C'est de la belle physique*".

Au delà du discours sur la liberté de l'individu, nous tendons tous à être des citoyens assistés, surveillés, mis en fiches, évoquant cet homme "unidimensionnel" dont parlait le philosophe Herbert Marcuse : "*l'originalité de notre société réside dans l'utilisation de la technologie, plutôt que dans la terreur, pour obtenir la cohésion des forces sociales dans un mouvement double, un fonctionnalisme écrasant et une amélioration croissante du standard de vie*". (écrit avant 1968)

Coupé de l'accès à l'information directe ne serait-ce que par sa masse, soumis à un pilonnage médiatique, la sphère d'autonomie de l'individu tend à disparaître. Il peut être ainsi la proie des techniciens de la manipulation idéologique. L'efficacité des techniques de "mobilisation patriotique" atteste que la capacité de résistance de nos sociétés au Moloch totalitaire est faible.

L'impasse de l'économie

Le modèle économique dominant actuellement ne peut s'universaliser. Il est le produit d'une évolution historique, qui peut évidemment se répéter. Du fait même des

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

limites écologiques, il n'y a aucun espoir de voir l'évolution qui a conduit de la misère prolétarienne du XIX^{ème} siècle à l'aisance de l'ouvrier français d'aujourd'hui se reproduire pour le paysan du tiers monde.

Depuis le début du XVIII^{ème} siècle, l'Europe s'est trouvée à la tête d'une révolution permanente des moyens de production et a connu une expansion inouï fondée sur la mise en exploitation des énergies fossiles et le développement du mode de production capitaliste qui a permis une exploitation plus intense et plus efficace de la force de travail. Dès le XVIII^{ème} siècle, les grandes famines disparaissent, les grandes épidémies régressent, la population croît. Son excédent se déverse essentiellement dans les deux Amériques, entraînant l'extermination presque totale des populations autochtones, la razzia esclavagiste de la force de travail africaine, et ultérieurement la période des empires coloniaux qui vient de prendre fin, au moins sous sa forme classique.

Ces bouleversements produits dans un temps historique extrêmement bref ont entraîné une fantastique aggravation des inégalités relatives dans les pays dominants eux-mêmes, mais surtout entre les pays industrialisés, où se sont accumulées les richesses, et le reste de la planète qui s'est appauvri absolument.

La crise économique que nous vivons actuellement n'est que le signe annonciateur de la fin de ce processus d'expansion ; et il est certain que la rupture qui s'amorce est, dans l'état actuel du processus, plus liée aux contradictions de l'économie dite libérale à son stade de développement planétaire qu'aux incidences de la crise écologique, qui est profonde, mais dont les effets ne peuvent pas avoir une traduction économique majeur immédiatement.

Pour l'essentiel, le processus de croissance est bloqué par les inégalités qu'il a lui-même engendrées. On pourrait dire qu'il existe une justice immanente en économie ouverte : pour que les échanges puissent se poursuivre, il est nécessaire que ce soit sur une base d'égalité. On peut dire que les processus de crise qui ont marqué le développement du capitalisme jusqu'en 1929 se trouvent actuellement déplacés au niveau international.

L'essentiel de la plus-value planétaire afflue vers les pays industrialisés. C'est ce que traduit clairement le fait qu'une heure de travail moyen d'un producteur européen s'échange contre quatre heures de travail des pays du tiers monde. Cette extorsion de plus-value a pour conséquence un blocage des échanges. Comment un mineur d'étain de l'Altiplano, dont le salaire est inférieur au minimum nécessaire à la reproduction de sa force de travail (son espérance de vie n'excède pas trente-cinq ans) pourrait acheter la surproduction des pays industrialisés ?

Cette véritable guerre économique dont la seule règle est celle du plus fort n'épargne pas moins les pays industrialisés que les pays en voie de développement. Même dans les pays nantis les contraintes extérieures imposées par la nécessité d'une "rentabilisation" de l'appareil productif pour répondre aux exigences de la compétition internationale conduit, sur le plan strictement économique, à une véritable contre-productivité. Exemple : l'abandon de secteurs entiers de la production (Cf. acier).

La restructuration internationale à laquelle nous assistons actuellement, loin d'être une solution à la crise, en est un élément essentiel. La nouvelle division internationale du travail ne peut qu'aggraver le déséquilibre Nord-Sud, et aggraver la déstabilisation des structures, notamment agricoles, des pays du tiers monde. On peut dire que les prolétaires du XXI^{ème} siècle, seront les paysans et les ouvriers du tiers monde. Cette situation ne peut s'éterniser : le choix sera finalement entre la généralisation des conflits qui sévissent déjà à l'état endémique un peu partout dans le monde, et l'instauration d'une politique concertée à l'échelle de la planète.

Plus que jamais les finalités de la production nous échappent. Moins que jamais sont posées les questions fondamentales : pourquoi travailler, c'est-à-dire : quels besoins satisfaire prioritairement, et à quel prix ? Comment produire ? Mais aussi comment répartir le produit du travail ?

Evolution du capitalisme : productivisme et productivité

Les conséquences humaines de cette exploitation forcenée de la planète, de cette gigantesque accumulation et concentration du capital, autrement dit du pouvoir, ont été dénoncées depuis longtemps par les écologistes. Cette dictature acceptée de la compétition internationale, pour contrôler, gagner un marché de 5 milliards d'individus, fait que la productivité elle-même n'est pas une fin mais un moyen pour briser, démanteler les structures économiques de l'adversaire. Dans cette lutte sans merci tout ce qui risque de mettre en cause une rentabilité à court terme est écarté.

L'impératif du coût minimal marchand explique le refus de prendre en charge et même en considération les multiples pollutions industrielles et agricoles. Il conduit également à l'abaissement à tout prix de la force de travail. Cet abaissement du prix de la force de travail par l'abaissement des prix agricoles obtenu par une pression permanente sur la paysannerie, a aggravé le déséquilibre entre ville et campagne et assuré la domination sur la paysannerie de l'agro-alimentaire moderne, nécessaire à l'alimentation des armées industrielles qui peuplent les mégapoles occidentales.

Cette industrialisation de l'économie agricole sous le contrôle du capital foncier a permis l'émergence de cet agro-business mondial qui est à l'origine de la désintégration des économies rurales du tiers monde. C'est ainsi que, aidés par une démographie non maîtrisée, se constituent sous nos yeux les énormes bidonvilles que tendent à devenir certaines capitales de la planète.

Dans l'industrie tout est également sacrifié à ce coût minimum, et malgré la pression syndicale, sont maintenues des conditions de travail insalubres ou inhumaines, travail de nuit non nécessaire, procédés de production archaïques et dangereux. La taylorisation du travail s'est poursuivie et accentuée, parcellisant et atomisant encore plus le processus de production. Quant à l'introduction de l'automatisation, dans l'état actuel des choses, elle contribue à faire disparaître l'ouvrier qualifié, par contre elle donne naissance à une armée d'OS transformés en appendices de la machine, et aux

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

nouveaux groupes de techniciens qualifiés qui tendent à constituer une nouvelle couche sociale ; le système, à travers notamment les structures mentales, s'efforce de les aliéner sans cesse davantage par la consommation, contribuant ainsi à déplacer les rapports capitalistes de production, en rapports capitalistes de consommation, qui se caractérisent le plus souvent par une lutte en corporatismes de tous ordres pour la compétition du *toujours plus*. Tout cela aboutit à une aggravation de la séparation entre travail manuel et travail intellectuel.

Par ailleurs, les impératifs de la très grande série, et l'utilisation systématique de l'effet d'échelle (centrales, pétroliers), conduit au gigantisme des structures industrielles, renforçant dans certains secteurs la nécessité de l'intervention étatique : le capital privé US rechignant par exemple devant les aléas du nucléaire, qui fleurit en France et en URSS.

Ce gigantisme s'accompagne évidemment d'une rigidité, et d'une vulnérabilité de l'outil productif. Il nécessite par ailleurs pour sa gestion une armée de bureaucrates et technocrates, qui constituent de nouveaux groupes de pression tendant à maintenir la structure dont ils font partie.

On peut dire qu'à son stade de développement actuel, le capitalisme n'est certes plus celui de la période des rois du rail et de l'acier que dénonce l'internationale. En fait, l'extrême concentration des pouvoirs s'accompagne parallèlement d'une restriction du domaine de décision de ceux qui décident réellement. Tous sont "en situation", prisonniers des structures : le cambiste qui, aidé d'ordinateurs, gère le complexe système d'achat et de vente des devises nécessaires à la vie d'une multinationale, ne fait en réalité qu'obéir aux lois de la spéculation monétaire.

Ainsi, ne serait-ce que par la taille, et donc l'inertie des structures qu'il a secrétées et qui en quelque sorte tendent à s'autonomiser, l'ensemble du système capitaliste mondial évolue vers une espèce de mégamachine, de moins en moins maîtrisable. On est tenté d'évoquer le Catoblépas de la fable, monstre assez stupide pour se dévorer lui-même.

Cette étape technocratique et étatique du capitalisme, les écologistes la désignent sous le terme commode et simplificateur de productivisme.

Terme qui ne doit pas laisser croire qu'il s'agit d'un système où la rationalité de la productivité règne. L'existence de conflits destructeurs périodiques montre surabondamment que ce qui est en cause ici est la production de puissance, notamment destructrice, et non la satisfaction des besoins des hommes. Le terme de système productiviste, dont l'aspect auto-reproducteur a été souligné, ne doit pas escamoter non plus le fait qu'en dernière analyse, il existe une hiérarchie de pouvoir et de responsabilités bien réelle. Un groupe d'experts financiers propose-t-il une nouvelle politique monétaire pour remettre en marche la machine qui se grippe, le pouvoir souverain l'applique et voilà des millions de chômeurs supplémentaires. Cependant la démocratie, telle que l'incarne le modèle made in USA continue à fonctionner. Car il y a beaucoup de citoyens américains fiers de leur puissance armée, de cadres dynamiques satisfaits, d'ouvriers repus, de chômeurs assistés et de marginaux qui peuvent encore

survivre grâce au contenu des poubelles des grands restaurants.

Crise idéologique

Plus que les doctrines, c'est la réalité qu'il nous faut d'abord prendre en considération. Or, force est de constater que notre civilisation a engendré deux monstres, l'hitlérisme et le stalinisme. L'un de ces deux drames historiques s'est développé au sein des démocraties libérales, l'autre est né de ce qui a été perçu par des millions d'hommes comme la plus grande espérance des temps modernes, la révolution de 1917. Voilà qui oblige à une révision déchirante des évidences qui fondent la bonne conscience des militants, qu'ils se considèrent comme des croisés de la libre entreprise, ou socialistes envers et contre tout. Les écologistes refusent catégoriquement le chantage qui oblige à résoudre la réalité des pays socialistes au nom des crimes du monde libre. Tout silence est complice : nous ne voyons pas au nom de quelles valeurs, de quelles lois, de quelle conception de l'histoire, les millions de victimes des camps nazis pèseraient plus lourd ou moins lourd que les millions de victimes des camps soviétiques russes ou chinois qui sont encore des réalités aujourd'hui. Les écologistes constatent que les pays socialistes n'ont pas remis en l'aliénation économique de l'homme, (la gestion partidulaire de capital est pire que sa gestion par les capitalistes), mais de plus ils nient que l'aliénation économique de l'homme soit la seule source de toutes les inégalités sociales.

Comme l'écrit Freud : *"En abolissant la propriété privée, on retire certes à l'agressivité humaine et au plaisir qu'elle procure, l'un de ses instruments, et sans doute un instrument puissant, mais non pas le plus puissant. En revanche on n'a rien changé aux différences de puissance et d'influence dont l'agressivité abuse, non plus qu'à la nature de celle-ci : car elle n'a pas été créée par la propriété mais régnait de façon presque illimitée en des temps primitifs où cette dernière était encore bien peu de choses"*.

Une condamnation du libéralisme

Le monde capitalisme, malgré ses transformations, malgré son évolution technocratique, a conservé ses motivations primitives. A l'appel célèbre de Guizot : *"Enrichissez-vous"* fait écho aujourd'hui ultra-libéralisme des néo libéraux comme Milton Friedman, dont les doctrines économiques triomphent dans les dictatures terroristes que font régner au Chili ou ailleurs les militaires alliés aux grands possédants.

Ainsi, ce qui reste vivant dans l'oeuvre de Marx c'est l'analyse interne de la "vérité" du capitalisme, ainsi que la dénonciation du mensonge de la démocratie libérale. Cette démocratie qu'en 1871 Benjamin Constant défendait sous sa

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

forme censitaire en écrivant : "*La propriété seule fournit le loisir indispensable à l'acquisition des lumières et la rectitude du jugement*". Cette démocratie d'où sont exclus ceux qui feront irruption sur le devant de la scène en 1848 et 1871.

La contradiction du libéralisme est qu'il introduit du fait même du droit des propriétaires, l'égalité en droit de tous : les échanges doivent se faire entre égaux, quant au prolétaire, il est au moins propriétaire de lui-même, de sa force de travail qu'il peut "librement" aliéner. Comme le dit Hobbes : "*Le développement des droits inaliénables de l'individu va paradoxalement de pair avec l'affirmation du droit illimité de posséder et de s'enrichir*".

Sur le plan économique, Marx a disséqué avec minutie les ressorts de l'économie de marché et les aspects fondamentaux du fonctionnement capitaliste qui expliquent pour une part l'extraordinaire croissance économique qui a caractérisé ce mode de production et d'autre part son extraordinaire vitalité. Le développement du salariat a entraîné comme l'explique Marx une modification de la finalité du travail :

"Comme c'est l'argent, la richesse sous sa forme générale qui constitue la finalité du travail, et non un produit particulier en rapport avec les besoins particuliers de l'individu, l'activité de celui-ci en premier lieu n'a aucune limite ; peu importe son caractère singulier, elle se plie à toute forme servant au but ; elle s'ingénie à créer de nouveaux objets répondant au besoin social".

Cette croissance tient également à la dialectique du profit, cette contradiction qui fait que pour gagner beaucoup d'argent il faut paradoxalement faire baisser les prix. Pour vendre il faut en effet vendre moins cher que le concurrent, il faut donc sans cesse extorquer plus de surtravail en faisant baisser la valeur de la force de travail donc augmenter à tout prix la productivité du travail.

Et d'autre part comme le dit le manifeste de 1848 :

"La bourgeoisie a en un mot remplacé l'exploitation déguisée sous les illusions religieuses et politiques, par l'exploitation ouverte, directe, brutale".

Le libéralisme, c'est cette situation nouvelle où chacun est l'égal de chacun sur le marché. Sa force, il la tient du fait qu'il a libéré la multitude des égoïsmes individuels jusque là étouffés par la répression religieuse ou hiérarchique.

La nouvelle règle du jeu social, c'est que chacun peut exploiter librement son voisin s'il est plus fort ou plus malin. L'appropriation de la plus-value sociale n'est désormais plus réservée strictement à la caste religieuse, militaire ou politique. Tout un chacun peut être désormais reconnu par sa réussite matérielle. L'échec économique des pays de l'Est, où la plus-value est réservée à la caste dirigeante, est un exemple à contrario de l'efficacité économique du système.

Quant au libéralisme sous sa forme de doctrine étatique selon laquelle le rôle de l'Etat est d'assurer le libre jeu des mécanismes de l'échange issus de la propriété, il s'agit

évidemment d'un mythe. Tous les états libéraux légiférant à qui mieux mieux dans le domaine économique.

Une condamnation du matérialisme historique

Il faut rendre à Marx ce qui appartient à Marx. La fascination du matérialisme historique qui crée l'illusion d'être du bon côté de la barrière, c'est bien à Karl Marx que nous en sommes redevables. L'apport critique et méthodologique du marxisme a été dévoré par le messianisme du prolétariat que véhicule le matérialisme historique. Le prolétariat, nouveau peuple élu, a son prophète, mais il a aussi des chefs, car comme l'écrivait Jan Woclaw Makaiski dans le "socialisme des intellectuels" :

"L'idéologie qui soutient le mieux ce socialisme, c'est le socialisme scientifique élaboré par Marx et Engels, qui est devenu une véritable religion pour cette nouvelle classe ascendante (les intellectuels). Le marxisme les séduit par son culte intensif des forces productrices, le développement industriel inéluctable car guidé par des lois se situant au-dessus de la volonté des hommes et identifié au progrès scientifique, donc technique, et partant, social" et Makaiski de dénoncer à l'appui de ses accusations la notion de travail simple et de travail complexe que Marx élabore pour justifier la hiérarchie des salaires.

On peut dire qu'effectivement, le marxisme a servi et sert de justification morale à toute une cohorte d'aspirants au pouvoir.

On peut s'étonner que Marx n'ait pas résister à la tentation du système achevé, clos, expliquant à titre définitif l'histoire. Finalement ce qui a triomphé ce n'est pas l'affirmation que toute réflexion théorique est toujours réflexion à partir d'une pratique déterminée, affirmation qui introduit la relativité de tout jugement humain, interdisant toute certitude doctrinale, mais la doctrine qui réduit l'histoire à sa dimension économique, où tout s'explique à partir de l'économique, tant les superstructures idéologiques que juridiques.

C'est cet aspect doctrinal qui explique le succès du marxisme, doctrine qui ne saurait tirer sa force de sa capacité prédictive. Il semble difficile de retrouver dans la réalité d'aujourd'hui la prévision du Manifeste qui envisageait une guerre civile ouverte ou larvée jusqu'à l'extinction d'un des termes de la contradiction, la bourgeoisie. Tant pis s'il est difficile dialectiquement de concevoir un prolétaire sans son terme antinomique - le bourgeois.

Et que dire d'autres affirmations péremptoires du Manifeste : "*Les lois, la morale, la religion, sont pour lui (l'ouvrier) autant de préjugés bourgeois, derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois*".

C'est évidemment Marx qui parle et non le prolétariat. On retrouve ici le procédé bien connu d'identification de la classe ouvrière, concept déterminant une

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

couche sociale sur des critères économiques, à celui qui parle en son nom. Procédé qui connaîtra la fortune que l'on sait.

Ne nous payons pas de mots, la catastrophe du social-étatique est écrite noir sur blanc dans le Manifeste de 1848 : les anarchistes avaient vu juste.

Qui peut douter, à la lecture du programme, qu'il a été mis en oeuvre par les états socialistes ?

PROGRAMME DU MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE.

"Le prolétariat utilisera sa domination politique pour arracher peu à peu tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter le plus rapidement possible la masse des forces de production.

Mais cela ne peut naturellement se produire du départ qu'au moyen d'intrusions despotiques dans le droit de propriété et des rapports de production bourgeois, donc par des mesures qui paraissent économiquement insuffisantes et insoutenables, mais qui se dépassent elles-mêmes au cours du mouvement, et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier".

Sur le plan théorique, le glissement mécaniste originel est évident : ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience.

Ainsi la subjectivité de l'individu, qui certes dépend fondamentalement du milieu social et culturel qui l'entoure, est réduite à une simple production, nous pourrions dire sécrétion, sociale.

A partir de là, les prolétaires sont déterminés à être révolutionnaires. Ils le sont d'autant plus que leur existence sociale est déterminée par le développement des forces productives :

"A un certain degré de leur développement les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants, où avec les rapports de propriétés au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors, et qui n'en sont que l'expression juridique. Hier, encore forme de développement des forces productrices, ces conditions se changent en de lourdes entraves, alors commence une ère de révolution sociale" (Manifeste).

De cette réalité objective naît une causalité d'où est exclu ce qui fait justement l'imprévisibilité de l'histoire, c'est-à-dire cet ensemble de décisions que les hommes prennent à partir de l'interprétation qu'ils se font de la réalité dont ils font eux-mêmes partie intégrante. Si c'est la réalité matérielle

seule, extérieure à la prise de conscience, qui est seule en cause, alors l'homme est totalement dépossédé de sa responsabilité historique et n'est plus sujet de son histoire.

La relativité critique fait place à la métaphysique pour la plus grande tranquillité d'âme des militants. Ceux-ci cessent d'être des sujets responsables pour devenir des instruments au service de la fin prédite de l'humanité : la société communiste pleinement réalisée, un monde qui, à l'instar du jardin d'Allah promet l'harmonie parfaite, la disparition des conflits.

Quant au politique son rôle est d'accélérer l'histoire. Et le despotisme d'un Staline ou d'un Pol Pot, pudiquement baptisé volontarisme, n'a aucun scrupule à se justifier au nom de cette fin radieuse. Le renversement causal et total, grâce à l'identité classe ouvrière, égale avant garde, égale parti, égale secrétaire général : les deux ex machina de l'histoire, c'est le secrétaire général.

Ainsi le matérialisme historique s'incarne dans le terrorisme du socialisme "scientifique". Les spécialistes de la science de l'histoire, grâce à leur origine de classe, peuvent avoir accès à l'analyse scientifique de la réalité, qui va les doter du droit de faire l'histoire au nom du prolétariat. Ainsi le terrorisme de l'objectivité scientifique devient l'arme et la légitimisation des tyrannies les plus absurdes et les plus barbares.

Une critique de l'anarchisme

La sensibilité anarchiste est présente dans la démarche écologiste, même exigence d'autonomie de participation, critique de toute discipline autoritaire ou hiérarchique opposée à une discipline librement consentie, même exigence d'adéquation entre la fin et les moyens : "Comment voudrait-on qu'une société égalitaire et libre sorte d'une organisation autoritaire".

Comme les écologistes, les théoriciens de l'anarchie affirment qu'il faut non seulement changer la finalité de la production mais également changer l'outil, que la finalité de toute action révolutionnaire n'est pas de maîtriser la nature mais de favoriser l'épanouissement des hommes.

Quant au social étatique, ils n'ont pas attendu les écologistes, pour les dénoncer en termes virulents, et ce avant même qu'il n'exerce ses ravages : *"Nous sommes les ennemis naturels de ces révolutionnaires, futurs dictateurs, réglementateurs et tuteurs de la révolution, qui avant même que les états monarchiques aristocratiques et bourgeois actuels soient détruits, rêvent déjà la création d'Etats révolutionnaires nouveaux, tout aussi centralisateurs et plus despotiques que les états qui existent aujourd'hui."*

BAKOUKINE

Ce qui nous sépare de l'anarchie, en dehors de la prise de conscience du problème écologiste, c'est fondamentalement l'analyse dite de classe. Bakoukine écrit dans sa "Lettre à la liberté" : *"Tous les socialistes entendent par anarchie*

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

ceci : le but du mouvement prolétaire, l'abolition des classes une fois atteint, le pouvoir d'Etat qui sert à maintenir la grande majorité productrice sous le joug d'une minorité exploitante peu nombreuse disparaît, et les fonctions gouvernementales se transforment en de simples fonctions administratives".

Le mouvement anarchiste né dans le même bouillonnement social prolétarien que le marxisme qui l'éliminera, non seulement participe à l'illusion d'un futur sans conflit, mais partage aussi avec les marxistes, l'idée de la faille inéluctable de la société capitaliste incapable de maîtriser le développement des forces productrices, moteur des transformations sociales. L'idée également que seul le prolétariat est capable de permettre un développement harmonieux de ces forces productrices, et que c'est donc lui qui est investi de la mission émancipatrice tout entière.

L'anarchie reste enfermée dans la problématique de la lutte de la classe ouvrière, c'est-à-dire une problématique qui est celle des pays industrialisés dominants. Quant au problème de l'Etat, il est vu sous l'angle exclusif d'une dictature de classe. Tous les anarchistes font leur, cette phrase de Marx : *"L'existence de l'Etat et l'existence de la servitude sont inséparables"*. S'il en est qui tiennent à la notion marxiste de dépérissement de l'Etat, ce sont bien les anarchistes. Qui plus est, dans leurs discours, anarchistes et anarcho-syndicalistes, ont toujours assimilé ce qu'ils appellent la politique au pouvoir bourgeois qu'ils opposent au social conçu comme anti-politique. Problème de mot qui ne règle nullement le problème de l'Etat.

Problème qui est évidemment le tendon d'Achille de l'anarchie, comme l'on peut s'en rendre compte dans ce texte passablement contradictoire :

"Par leur fédération et leur regroupement organisant le prolétariat et finissant par constituer un état dans l'état, un état économique, ouvrier au milieu de l'état politique bourgeois". Section bruxelloise - Bâle - 1869.

Or il est aujourd'hui bien connu que la manière la plus élégante de gouverner les hommes est de se faire passer pour un administrateur des choses. Cet antiétatisme s'articule sur l'illusion d'une nature humaine fondamentalement "bonne", d'où la naïveté spontanéiste de l'anarchie qui se retrouve dans ce passage connu de Bakounine : *"La solidarité que nous demandons, loin d'être le résultat d'une organisation artificielle ou autoritaire quelconque, ne peut être que le produit spontané de la vie sociale, tant économique que morale, le résultat de la libre fédération des intérêts, des aspirations et des tendances communes"*. (Lettre à la liberté). A croire que la lutte des classes n'est pas un produit "spontané" de la vie sociale.

Tout montre que spontanément il existe des conflits entre associations ouvrières, agricoles, commerciales, scientifiques, comme il existe des conflits entre individus. L'Etat, même s'il privilégie des intérêts de classe, vise justement à éviter que ces conflits détruisent la société.

Refusant le spontanéisme libertaire, l'écologisme se veut à la fois un dépassement critique des doctrines économistes tant néolibérales que marxistes et une remise en cause des différents messianismes, y compris du marxisme en tant que théologie du progrès.

Mais même en faisant abstraction des limites et contradictions des idéologies dominantes actuellement, il n'est pas douteux que la prise en considération de la dimension écologique des problèmes oblige à une réinterprétation du monde. Marx ne pouvait pas en tenir compte, pas plus que J.-B. Smith :

"L'écueil prévisible d'une telle entreprise réside en ce que la subjectivité du processus de prise de conscience ne peut être dissociée de l'engagement affectif qui motive et sous-tend le prosélytisme militant. Processus qui conduit le militant et le groupe à ériger sans cesse toute théorie en doctrine auto-suffisante, c'est-à-dire à recréer une idéologie au sens habituel du terme. Toute démarche qui s'inscrit dans une perspective volontariste de modification de la réalité historique, implique que le sujet, plus que dans la sphère scientifique, soit prête à remettre en cause non seulement son discours mais également sa propre démarche".

L'écologisme doit donc refuser ce qui fait la force des doctrines, en ce qu'elles apportent non des prédictions concrètes ou exactes mais des certitudes : *"Je n'ai pas le courage de m'ériger en prophète devant mes frères et je m'incline devant le reproche de n'être pas à même de leur apporter aucune consolation. Car c'est bien cela qu'ils désirent tous, les révolutionnaires les plus sauvages, non moins passionnément que les plus braves ??????"*.

Freud

La droite, la gauche et l'écologisme

Les modèles de société que nous offrent tant l'Est que l'Ouest, tant la droite que la gauche, sont fondés sur le même postulat du développement ininterrompu des forces productives : tous deux prennent la croissance quantitative comme critère pratiquement exclusif de progrès et de bonheur.

Le résultat, à l'Ouest, c'est le productivisme de droite nourri de profit, dont l'idéal humain est celui du consommateur épanoui que nous offre la publicité, et le productivisme de gauche qui, sous couvert d'une phraséologie sociale, n'a pas d'autre idéal humain que la droite : la gauche en France n'a pas d'autre projet que de gérer le capitalisme.

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

Conséquence idéologique de ce choix fondamental, tant le socialisme que le capitalisme, privilégient tous deux la production, et partant l'esclavage du travail salarié comme valeur de référence éthique. Dans les faits, ils sont incapables d'apporter une interprétation du monde qui tienne réellement compte des facteurs non économiques, psycho-sociologiques. Ils tendent tous deux à un économisme réductiviste où la dimension humaine, désir, affectivité, non quantifiable, est oubliée.

Fait plus grave, ces deux modèles ne sont pas dissociables de deux impérialismes dominants qui entraînent le reste du monde dans une compétition à mort pour l'hégémonie mondiale. Il va donc de soi que ni sur le plan économique, ni sur le plan du type d'organisation politique et sociale, ils ne peuvent servir de référence, ni offrir, et encore moins apporter, de solution aux problèmes que devront affronter pour survivre les pays du tiers monde.

Dans ce contexte, les écologistes proposent d'apporter leur contribution à un projet de société qui ait une validité universelle, en ce sens qu'elle préservera à la fois l'identité et les modalités diverses d'évolution des différentes civilisations, vers un monde où l'homme trouve sa juste place dans l'écosystème Terre.

Notre tâche prioritaire est de changer profondément notre société : la société occidentale.

Jean Brière

ÉCOLOGIE ET TECHNOCRATIE

Le mouvement écologiste s'est constitué en réaction aux effets pervers de nos sociétés industrielles. Ses premières luttes, toujours actuelles, proviennent du constat des dégradations croissantes des environnements et de la biosphère, des menaces engendrées par l'industrie nucléaire civile et militaire et de l'uniformisation des rapports humains. La protection de la nature et de la vie, le combat anti-nucléaire et le respect des différences et des minorités, nouvelles manières d'interroger le fonctionnement et les finalités de nos sociétés, nous ont conduit à examiner l'ensemble des rapports sociaux, les grands systèmes et les institutions qui les reproduisent. Ces institutions obèses produisent l'inverse exact de leur but initial, elles deviennent contre-productives : l'École abrutit, la Médecine rend malade, la Justice pousse au crime, l'Industrie détruit et l'État étouffe la société civile. Ces observations n'appellent pas à une nouvelle gestion de ces appareils institutionnels, mais à leur refonte complète. Devant l'ampleur de ces dysfonctionnements, l'avenir ne saurait être une extrapolation du passé, le futur est à inventer. De cette crise, il nous faut repérer la cause essentielle, que nous appelons le Productivisme. Les principaux acteurs en sont les grands pouvoirs économiques et politiques traditionnels et, de plus en plus, les groupes technocratiques, mais nous en sommes tous complices. Il nous faut donc promouvoir les idées-forces permettant d'entrevoir la construction d'une société post-industrielle, au premier rang desquelles l'autonomie des individus et des petits groupes. C'est à la

critique du productivisme et de la technocratie dans quelques-unes de leurs manifestations, puis à l'élaboration des solutions alternatives basées sur l'autonomie que sont consacrés les paragraphes suivants. Notre objectif premier est de donner un coup d'arrêt à ceux qui, pour défendre la société industrielle productiviste, en viennent à porter atteinte aux bases mêmes de la vie, que ce soit par le laissez-faire en matière de pollution et de nuisances, ou par l'encouragement au pire des fléaux : la guerre.

La tradition libérale et la pensée marxiste, érigées sur la transformation industrielle du monde au XIX^{ème} siècle et fascinées par le primat de l'économie, n'ont pu prévoir ces phénomènes ni en analyser les causes profondes. Pour la première, la recherche par chacun de son intérêt propre devait fonder le bien commun, même si l'intervention régulatrice de l'état était parfois nécessaire. Ceci conduit directement à la liberté arbitraire du pouvoir de l'argent. La seconde, pour laquelle le mouvement réel de l'histoire provient de la lutte des classes, est incapable de saisir le déplacement actuel de ce mouvement vers le conflit technocrates-citoyens. Cet économisme aveugle nous vaut des deux côtés un Etat-providence au bord de l'asphyxie. Requiescant capitalismus et socialismus in pace !

En matière d'énergie, la substitution du nucléaire aux énergies fossiles ne peut s'expliquer principalement par le risque d'épuisement prématuré de celles-ci, le "progrès" technique que constituerait celui-là ou les profits capitalistes, qu'il générerait (en fait, le nucléaire n'est pas rentable). Ces alibis cachent la double fonction de la production électro-nucléaire à grande échelle, premièrement, par l'hypercentralisation de la production, le renforcement du contrôle social sur les consommateurs-foetus (si l'on vous coupe le cordon ombilical-électrique, vous n'aurez plus ce courant qui vous est maintenant indispensable), deuxièmement la fourniture, à moindres frais pour l'armée, de plutonium de qualité militaire. Il n'en faut pas plus aux écologistes pour dénoncer ce choix et prôner en contrepartie les économies et l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que les énergies renouvelables produites de préférence dans de petites unités.

L'escalade technologique actuelle des quinquennaires d'armement, nucléaires, chimiques et bactériologiques, accroît les risques d'apocalypse et la prolifération, gaspille des richesses matérielles et intellectuelles et confirme la volonté d'hégémonie des impérialismes américain et soviétique. Mais pas seulement. Cette escalade dépossède surtout les populations de toute décision en matière de défense, de tout débat collectif sur les nécessités et les formes de cette défense et confie à quelques groupes de personnes incontrôlées le soin de choisir l'heure éventuelle de la montée aux extrêmes. C'est pourquoi les écologistes refusent en bloc la force nucléaire stratégique et l'arme nucléaire tactique françaises, aussi bien que les Pershing américains et les SS20 soviétiques. Ils proposent le désarmement nucléaire unilatéral de la France et l'instauration d'un débat sur les procédures collectives de règlement pacifique des conflits.

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

L'industrialisation et l'énergie-voracité de l'agriculture, la prolétarianisation des paysans comme simples maillons du business agro-alimentaire, l'importation massive de soja et de manioc du tiers-monde pour nourrir notre bétail, le déséquilibre de notre alimentation trop carnée et la malnutrition chronique des habitants des pays pauvres sont quelques évidences contemporaines du néo-colonialisme du Nord sur le Sud. La décroissance de la grande bouffe occidentale est par conséquent nécessaire, elle doit s'exercer dans trois directions. D'abord la réduction de nos importations de protéagineux et la réhabilitation de l'élevage naturel. Ensuite la formation et l'information sur la diminution bénéfique de notre consommation de viandes, de matières grasses, de sucres : Manger moins, mais manger mieux. Enfin, l'apprentissage chez nous et chez eux d'une agriculture moderne biologique et autocentrée. L'aide au tiers-monde est un échec autant que le serait la non-aide : il faut aider le tiers monde à s'aider.

Les méfaits des systèmes actuels d'éducation et de santé sont connus, mais peu compris. La démocratisation illusoire de l'accès aux études a permis à chacun d'accepter la sanction que l'école lui réserve. Les plus défavorisés vivent leur échec sur le mode du manque de don, tandis que ceux qui réussissent intériorisent sans honte leur appartenance à l'élite intellectuelle. L'échec scolaire est donc la qualité première légitimant la reproduction d'un système social inégalitaire. Mais le coût (en matériel et en personnel) de cette sélection est encore trop lourd.

C'est pourquoi un des moyens de nos technocrates est maintenant de demander à l'élève d'être son propre maître au moyen de machines à apprendre informatisées. Les individus paieront ainsi les terminaux télématiques, les programmes et les bases de données leur donnant l'illusion d'une formation autonome face à des normes de réussite d'apparence scientifique. Pour les écologistes, l'alternative en matière d'éducation doit être fondée sur trois principes. Un : d'apprentissage par tous et ensemble d'un tronc commun minimum délivré par le corps enseignant. Deux : une large ouverture de l'école à la vie sociale et au monde du travail. Trois : la gestion par chacun tout au long de sa vie d'un forfait de formation garantie par la collectivité.

La dynamique inégalitaire esquissée ci-dessus pour l'école est encore plus marquée, s'il est possible, dans le domaine de la santé. La demande de soins et d'équipements rares, favorisée par le spectacle de la "médecine de pointe" et la croyance entretenue d'une solution purement individuelle (médecin-malade) à un problème collectif (les agressions de l'environnement contemporain sur les individus), gratifie le corps médical d'un statut d'assistant social inadmissible. Mais, derechef, ça coûte de plus en plus cher. Aussi, si nous n'y prenons garde, l'analyse électronique personnalisée des symptômes et le chek-up à domicile remplaceront bientôt les consultations hospitalières. Chacun sera muni d'appareils individualisés d'examen et de soins propres à calmer ses angoisses, mais non à freiner la morbidité. De plus en plus

soignés, toujours aussi malades. Les écologistes considèrent que la santé est d'abord un problème de mode de vie dont la résolution passe par la régression des conditions pathogènes de vie et de travail, l'amélioration du niveau sanitaire général, la banalisation du dépistage et du traitement des affections les plus courantes et la pratique des médecines naturelles.

Ces deux exemples, Education et Santé, montrent qu'il faut mettre en cause les nouvelles technologies. Mais il ne s'agit pas d'un refus. Mieux, nous croyons que les nouveaux outils techniques offerts notamment par l'informatique, la télématique, la robotique et la communication audio-visuelle seront précisément au centre des transformations sociales les plus retentissantes des prochaines années. Ce sont des technologies-carrefour ; sauf exception, l'usage social, despotique ou libertaire, de ces machines n'est pas inscrit dans leur architecture technologique. L'enjeu politique qu'elles constituent est par conséquent considérable.

Les écologistes ne veulent plus d'un système économique productiviste, qui ne fait aucune évaluation de ce qui est produit (que cette production soit socialement utile ou non), de comment ces biens sont produits, qui ne tient compte ni des ressources naturelles, du dommage écologique, du dommage pour notre santé, ni du produit lui-même et du procédé de production. Les écologistes rejettent totalement la poursuite aveugle de la croissance économique par l'expansion industrielle, ils sont favorables à la promotion de produits utiles et durables, à l'extension de la responsabilité industrielle en matière de pollutions, à la promotion des choix individuels en matière de temps de travail, à la réduction significative du temps de travail, à la décentralisation de la production, aux technologies douces et appropriées, faibles en énergie et en ressources consommables. Dans ce cadre, les écologistes pensent que la forte substitution de capital (les machines) au travail (les salariés) des vingt dernières années tend à faire baisser le taux de profit lorsqu'une part le taux d'exploitation du travail humain stagne (grâce aux luttes syndicales) et d'autre part les nouveaux équipements productifs sont plus coûteux que les anciens. A ce facteur économique déterminant de la crise actuelle, augmenté de l'approche des limites naturelles (ressources raréfiées) et structurelles (saturation du marché) de la croissance, il fut d'abord répondu par la recherche de l'exploitation exotique d'une main-d'oeuvre meilleur marché. Ce qui engendra l'augmentation du chômage en OCDE et la baisse de la demande sovable, donc de la croissance.

Aujourd'hui, nous pouvons agir sur l'introduction de nouveaux équipements productifs, car pour la première fois, ces machines coûtent moins cher : l'informatisation des services et la robotisation de l'industrie permettent d'économiser du travail et du capital à la fois ! Ces nouvelles technologies sont donc susceptibles de bouleverser le rapport, crucial dans notre culture, temps de travail, temps libre en faveur du second. Leur introduction massive ne se fera de façon satisfaisante, à notre sens, que si deux conditions sont respectées et trois freins desserrés. Les trois freins d'abord : -

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

Un - la résistance idéologique des technocrates à l'immense libéralisation du temps permise par l'informatisation. Que deviendront les valeurs glorifiées par tous ces petits chefs (la vitesse, le rendement, la peine, l'autorité, la hiérarchie, l'ordre...) lorsqu'en face d'eux se trouvera la masse des travailleurs à mi-temps, se définissant par leurs activités libres plus que par le "boulot", gérant sur toute leur vie les 20 000 heures de travail dûes à la société en échange de garantie de revenu ? (Ceci constitue nos orientations essentielles concernant la mise en place du partage de l'emploi, cf. infra). - Deux - les conflits entre groupes technocratiques. La technocratie n'est pas un corps homogène et les schémas de développement élaborés par ses différents groupes sont souvent contradictoires (ex : politique volontariste des filières ou aide aux entreprises compétitives actuelles). C'est pourquoi les écologistes réclament des procédures démocratiques d'évaluation des choix technologiques et la gestion publique des inévitables conflits. - Trois - l'acceptabilité sociale de cette révolution micro-électronique. Les syndicats, et en fait toute la population, doivent être concernés par ce phénomène.

Les deux conditions : premièrement une diminution forte et rapide du temps de travail, liée à la fois à l'introduction de l'automatisation et au partage de l'emploi. Que nous tous travaillons moins, mais que nous travaillons tous, en même temps que les machines diminuent encore la part du travail humain. Le partage de l'emploi est donc tout à la fois le seul moyen technique pour résorber le chômage et un projet de société. Tous à mi-temps !

Deuxièmement, une diminution de la production et de la consommation de biens industrialisés. Que le secteur industriel, intégré, de forte puissance ne fournisse que les objets durables et socialement utiles, nécessaires au développement concomitant de la production autonome du marché local ou des individus. Là, est très exactement le lieu du politique : le choix toujours révisable entre le "nécessaire" social produit industriellement et le "superflu" individuel produit de façon autonome. Toutes ces indications économiques ne concernent que les biens et les services. Il est clair, pour les écologistes, que cette machinerie ne doit être que le moyen de développer d'autres activités plus épanouissantes : tout ce qui est fait non pour du profit ou du pouvoir mais par amitié, par amour, pour le plaisir de faire plaisir, tout ce qui n'a d'autre but que sa propre réalisation (art, méditation, sport, jeux, relations...).

Il en est de l'Etat, comme de l'économie industrielle. Son gonflement actuel écrase la société civile et déresponsabilise les citoyens. Si les écologistes ne croient évidemment pas que le fonctionnement social global puisse être la somme des volontés individuelles, si donc il est besoin de règles communes et de droit commun, ceux-ci doivent être minimaux. Ce sont les rapports sociaux, en définitive, la vie elle-même, qui sont source de droit, l'état n'en étant que le garant. C'est pourquoi les écologistes proposent une avancée dans les procédures démocratiques, par exemple par le référendum d'initiative populaire. Ceci suppose le changement

de la Constitution. Par ailleurs, l'une des bases de la 6ème République que nous souhaitons est l'incontestable fait régional, affirmation des populations de vivre, travailler et décider au pays, de maîtriser à ce niveau l'essentiel de leur évolution sociale. Cette république fédérale française ne serait d'ailleurs qu'un premier pas vers l'Europe des Régions.

"Les Verts" ne seront pas des marchands d'illusions. Notre organisation, en toute indépendance politique, s'inscrit et dans le long terme d'un projet innovateur esquissé ci-dessus et dans la difficile réalité d'un monde qui agonise. La forme choisie par le mouvement écologiste est à l'image de ses aspirations : penser globalement, agir localement. Les Verts sont d'ores et déjà des militants de terrain préoccupés des problèmes quotidiens, actifs dans leur volonté de travailler autrement, de vivre autrement. Aujourd'hui, ils réaffirment la nécessité de participer à tous les niveaux de décision pour mettre en oeuvre pratiquement leurs projets. Leur intervention sur la scène politique, leur volonté de dire vrai et de s'ouvrir à d'autres sensibilités n'auront d'autre objectif que l'accouchement sans douleur d'une nouvelle civilisation.

Yves Cochet

QU'EST-CE QUE LE PRODUCTIVISME ?

Dès 1974, les écologistes ne se sont pas seulement manifestés contre les pollutions, la destruction des écosystèmes et l'épuisement des ressources naturelles, thèmes qui ont pourtant dessiné leur image. Les 17 points de R. Dumont se prononçaient aussi, entre autres, contre l'exode rural et la surconcentration urbaine, la concentration des unités économiques de production et de décision, la course aux armements et l'exploitation du Tiers Monde.

Les luttes qui en ont résulté depuis (nucléaire, Larzac, élections diverses) les rapprochaient de fait d'autres mouvements, associations ou partis dont les motivations n'étaient pas nécessairement "écologistes" au sens étroit, mais dont certains objectifs convergeaient avec les leurs : autogestionnaires, non-violents, féministes, tiers mondistes, syndicalistes, mouvement ATD-Quart Monde, organisations de consommateurs, régionalistes se sont retrouvés sur des luttes ponctuelles avec des écologistes qui manifestaient ainsi que pour eux, la défense des libertés était aussi importante que celle de la nature.

Parallèlement, une réflexion se poursuivait pour élaborer, à partir de nos motivations, un projet politique global et cohérent : si nous cherchons à nous démarquer de l'opposition droite/gauche, c'est que nous mettons l'accent sur des contraintes, des inégalités, des exploitations, des exclusions qui ne sont pas suffisamment pris en compte par les partis politiques actuels ; c'est que l'opposition

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

capitalisme/collectivisme relative à la propriété des moyens de production n'explique pas tout ; c'est que la réalité socio-économique actuelle demande une analyse nouvelle, fait apparaître d'autres logiques distinctes de celle de la lutte des classes et tout aussi lourdes de conséquences.

A la source des maux que nous dénonçons : plusieurs logiques socio-économiques

Ce que nous dénonçons en effet essentiellement, c'est l'emprise sur la vie personnelle des individus, de structures socio-économiques qui détruisent leur milieu naturel et humain. Des phénomènes sociaux aussi fréquents et importants que l'exode rural et la mobilité des travailleurs avec leurs conséquences de déracinement familial et culturel, l'anonymat et l'uniformisation des villes, l'engrenage de chacun dans des organisations de plus en plus complexes, la mise à l'écart, au nom de la compétitivité et du rationnel, de tous ceux et celles qui donnent priorité au temps de vivre et à l'affectivité, et finalement toutes ces contraintes qui se manifestent aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, n'ont-ils pas un lien commun qui échappe à la logique du capitalisme ?

Ils doivent avoir un lien parce qu'ils évoluent dans un même sens : on va toujours vers plus de division technique et géographique du travail, vers plus de spécialisation, de hiérarchisation, de gigantisme, vers plus de concentration industrielle, énergétique, urbaine ; vers un alourdissement des structures administratives, juridiques, institutionnelles qui pèsent progressivement sur tous les aspects de la vie, même les plus intimes, sur les comportements, les mentalités, comme un étau qui se resserre et réduit chaque jour davantage la part d'autonomie personnelle.

L'écologie politique s'est attachée à analyser selon quelles logiques et à partir de quelles structures mentales se développait cette évolution actuelle. Dès la campagne présidentielle de René Dumont, une des logiques était désignée : celle qui découle de la recherche prioritaire de la croissance économique. On était alors dans cette période qu'on appelle maintenant avec un peu de recul et d'humour : - les "30 Glorieuses". La soif de croissance économique, dévoreuse de matières premières et d'énergie "bon marché" empêchait peut-être plus qu'aujourd'hui d'entendre les avertissements du Club de Rome (on ne peut envisager un développement infini dans un monde fini), de Y. Illich (il y a des seuils à partir desquels les effets secondaires néfastes deviennent plus importants que l'effet recherché), de J. Baudrillard (la société de consommation) et de bien d'autres...

Mais cette logique de croissance extensive et cumulative est liée à une autre qui était à l'oeuvre dès avant les "30 Glorieuses" et à laquelle elle s'est articulée : la recherche prioritaire de l'efficacité économique, soucieuse de prévision et d'organisation d'une part, de mécanisation de l'autre. Elle aboutit à des décisions qui vont également dans le sens de la division technique du travail, de la concentration, de la hiérarchisation du savoir et du pouvoir, de l'institutionnalisation de tous les aspects de la vie.... (le texte complet du Manifeste donnera un tableau détaillé des enchaînements et articulations de ces diverses logiques).

L'institutionnalisation de tous les aspects de la vie (le sport, le repas, le domaine "vernaculaire" comme dit Illich) nous met sur la voie d'une 3ème logique liée à celles de la recherche prioritaire de l'efficacité et de la croissance économiques : si tout devient objet de compétition, de consommation, d'institutionnalisation ; si une maison est perçue essentiellement comme un habitat, si l'urbanisme est fonctionnaliste, si la terre est perçue d'abord comme un instrument de production..., c'est parce qu'on réduit les êtres et les choses à des fonctions qu'on leur assigne, à des instruments en vue d'une fin. La structure mentale qui déploie cette logique, nous l'appelons la recherche de la rationalité instrumentale. Elle imprègne notamment le droit de propriété et la fiscalité qui réduisent les choses à leur équivalent monétaire. Elle imprègne tout autant un collectivisme qui donne la primauté aux "intérêts collectifs" qu'un libéralisme qui réduit l'homme à ses intérêts et calculs rationnels.

Il y a là un mécanisme qui nous paraît également fondamental pour analyser la réalité sociale actuelle. Il y avait été pressenti par certains courants comme un germe de totalitarisme ("le peuple devient un public, l'habitant un usager, le citoyen un consommateur, le travailleur un outil" P. Thibault). Par là on méconnaît la personne humaine dans ce qu'elle a d'irrationnel, dans son affectivité, dans son autonomie. Du coup sont dominés, marginalisés, exclus ceux et celles qui dans leur vie quotidienne donnent priorité au sentiment, à l'esthétique, au temps de vivre, à la contemplation. Sont dominés, marginalisés, exclus les lents, les timides, les rêveurs, les non-violents...

De l'imbrication de ces 3 principales logiques : recherche prioritaire de la croissance, de l'efficacité économique, de la rationalité instrumentale, qui ont des effets multiples sur les structures sociales et dans notre vie quotidienne, nous déduisons qu'il y a là tous les signes d'un "système" au même titre que le capitalisme qui lui a donné naissance ; d'un système qui a acquis sa logique propre. Devenant autonome, ce système modifie la manière de poser les problèmes sociaux et de maîtriser les facteurs de conflits. Devant l'importance qu'il prend (au moins dans les pays développés) parmi les autres logiques sociales, (que nous ne nions pas pour autant, comme celle de la lutte des classes), nous pensons qu'il devient primordial d'inverser son évolution, de desserrer son étau. Il devient primordial de définir un nouveau projet politique qui se démarque de l'opposition gauche/droite et qui puisse rassembler des courants et sensibilités divers dans une réflexion et une stratégie communes. Ce système (dont la description n'est pas sans rappeler celle du Système technicien de J. Ellul), nous l'appelons le productivisme.

Qu'est-ce que le productivisme ?

Quelle réalité recouvre donc le mot productivisme au sens où nous l'employons ? A quoi faut-il s'attaquer exactement pour ne pas se tromper de cible et définir une véritable alternative ?

Prenons l'exemple du nucléaire. La décision de construire des centrales nucléaires alimentant toute une région va dans le sens de la concentration de l'énergie, mais aussi

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

dans le sens de la concentration des entreprises et des zones d'habitation à proximité (pour diminuer le coût des distances) ; elle participe donc à l'exode rural, au déracinement géographique et culturel des populations ; elle incite à la formation de grosses unités de production, de grosses agglomérations. Elle va également dans le sens de la concentration du savoir et du pouvoir, de la hiérarchisation, de la dépendance, de la gestion technocratique : ainsi ce qui est dénoncé dans le nucléaire, ce n'est pas seulement comme on le fait souvent, le risque technique et financier, mais avant tout le fait qu'il constitue une pièce maîtresse d'un système auquel il est adapté et paraît nécessaire ; quoi qu'on fasse par ailleurs pour "décentraliser" ou pour "rivaliser le tissu rural", il contribue à plus de concentration, de gigantisme...

A travers cet exemple nous pouvons saisir 3 caractéristiques de système productivisme :

- 1 Il y a des *structures-clefs* qui sont *motrices* de l'évolution sociale (mentales, institutionnelles, matérielles).
- 2 Elles *vont dans le même sens*, entraînent d'elles-mêmes des conséquences productivistes, d'autres structures adaptées au système ou transforment celles qui existent.
- 3 Mais surtout elles *apparaissent comme nécessaires* à un système qui ainsi fonctionne bien, puisque chacune d'elles est vécue comme une fatalité, semble intégrée à tout un ensemble qui se saurait changer. Ainsi, pour prendre un autre exemple, la technocratie trouve-t-elle sa justification dans la nécessité de faire fonctionner le système productif, de maintenir le niveau de vie.

Nous définirons donc le Productivisme comme *un système évolutif, un réseau cohérent et dynamique d'interrelations entre des "structures-clefs"*. (voir le tableau d'ensemble dans le texte du Manifeste).

Articulation du capitalisme et du productivisme

Nous avons dit que si dans les pays industrialisés la logique du productivisme est plutôt ascendante par rapport à celle, déclinante, du capitalisme, cela modifie la manière de poser les problèmes sociaux et de maîtriser les conflits. En effet, même si les conflits se confondent encore avec ceux du capitalisme, les adversaires à combattre et la stratégie à adopter ne sont plus les mêmes. En voici un exemple.

Est-ce selon la seule logique du profit que se développe une grosse entreprise ? Le profit capitaliste au sens marxiste, c'est le bénéfice distribué aux actionnaires. Or ce dernier est dégagé après prélèvement sur le revenu brut de l'entreprise (ou cash flow) des dotations aux amortissements et provisions ainsi que des réserves. C'est là qu'interviennent les managers de l'entreprise qui décident de l'importance de ces prélèvements. Or souvent ils gonflent ces dotations et réserves pour procurer à l'entreprise une masse de capitaux manoeuvrables, détournant ainsi une part importante du profit des actionnaires. Cette politique est une des manifestations de

la logique productiviste. Il y a divorce progressif entre la propriété du capital et la capacité de décider de son utilisation, et divorce entre 2 types de propriétaires du capital : ceux qui peuvent siéger avec autorité au Conseil d'Administration, et les autres qui ne sont plus que de simples créanciers (aspects qui avaient échappé à Marx sur le fonctionnement de l'accumulation).

Dire qu'un phénomène obéit à la logique du "profit" au sens précis, cela peut être fondamentalement inexact : il y a quelque chose de plus déterminant que le type d'affectation des parts du gâteau et que les acteurs sociaux qui affectent ces parts : c'est la logique à laquelle obéit la confection elle-même du gâteau, la maximisation du surplus, la recherche de l'efficacité dans un contexte donné et particulier. Si on trouve dans une société caractérisée par la croissance des concentrations, des spécialisations, de la division du travail, c'est à cette réalité que se conformera la logique du profit. Supposons en effet que l'entreprise fonctionne en autogestion et que la majorité des membres cherchent à diminuer le temps de travail et à augmenter l'efficacité économique : du moment que les technologies, la forme des réseaux de collecte et de distribution, les dimensions des entreprises et des villes, la forme de production énergétique resteront les mêmes, ils feront les mêmes choix d'investissements les mieux adaptés à l'ensemble du contexte économique.

à l'ensemble Les acteurs sociaux. 1) hiérarchies continues

Parmi les éléments dominants et caractéristiques du productivisme il y a ce que Castoriadis appelle "les grandes organisations" et dans lesquelles il voit les "hiérarchies continues" : contrairement au capitalisme classique où l'on est clairement, ou dominant ou dominé, ici on se trouve en situation ambivalente, à la fois dominant et dominé (excepté ceux qui sont tout en haut ou tout en bas de l'échelle). Mais comme la majorité des acteurs sociaux préfèrent identifier à ce qu'ils espèrent devenir, leur appartenance "de classe" devient problématique. Ceux qui ont une position dominante sont là parce qu'ils ont été sélectionnés comme plus aptes à faire fonctionner le système productif. Mettre en cause leur domination se heurte à un obstacle de taille : c'est mettre en cause tout un système matérialisé dans les techniques, des machines, lié à un type d'organisation du travail. Changer tout cela paraît beaucoup plus complexe et plus long que changer des majorités ou des lois, que changer l'appropriation privée.

Il en résulte un certain fatalisme, parce qu'on se sent pris dans un engrenage et parce qu'on est partagé entre la nécessité de changer tout le système et la nécessité d'y aller progressivement. Mais changer tout ne veut pas dire opérer une révolution brutale, ni viser une utopie en rupture radicale avec la société actuelle. L'action politique peut peser sur les contradictions internes du système ; elle peut graduer les efforts sur les structures-clefs pour que la synergie de ces actions provoque à terme un changement plus global ; elle sera à la fois réformiste (réduire le salariat, l'intervention de l'Etat...) et révolutionnaire dans la mesure où par exemple elle provoquera le syndicalisme à passer de la défensive à l'offensive, à transformer prioritairement l'outil pour

Les Verts.- « Textes fondateurs », janvier 1984

transformer le travail, à atteindre une nouvelle dimension internationale.

La lutte anti-productiviste donne en effet un nouvel objectif au mouvement ouvrier (on pourrait en dire autant du mouvement paysan). Le mouvement ouvrier est attaqué directement par les logiques de l'efficacité et de la croissance économiques et du fonctionnalisme, qui aboutissent aux contraintes déjà citées : mobilité des travailleurs, déracinement, parcellisation des tâches... La CFDT l'a très bien compris quand elle met en cause ce type de développement actuel et met l'accent sur la qualitatif : (réduction des hiérarchies, amélioration des conditions de travail), quand elle conteste le type d'échanges avec le tiers monde, quand elle lutte contre tout totalitarisme dans nos pays, sur lequel devraient nous éclairer les événements de Pologne, du Salvador, de Turquie, du Nicaragua...

Les acteurs sociaux. 2) *Technocratie et pouvoir*

Certains sociologues (Touraine) voient dans l'opposition usagers/technocrates le conflit majeur de notre société. Nous ne pensons pas qu'il y ait à désigner un adversaire dont l'élimination résoudrait les conflits. Nous ne pensons pas non plus que ce conflit usagers/technocrates soit le conflit majeur. Il est un des éléments du productivisme. En réalité, il y a dans l'évolution du productivisme une transformation des phénomènes de pouvoir au sens large. A. Gorz a bien analysé cette réalité au niveau de l'entreprise ("Adieu au prolétariat"). Mais on peut dire qu'elle est assez générale.

Si en effet on comprend le pouvoir au sens d'arbitraire, c'est qu'on y implique la liberté du décideur. Or, dans les grandes organisations, le pouvoir se dilue dans le système. Le décideur, qu'il soit technocrate ou chef d'entreprise, (cf. le baron Empain) est un rouage dans un système dont il subit les critères de décision. S'attaquer à la technocratie c'est s'attaquer à une ombre. Il faut s'en prendre à ce qui la rend nécessaire : qu'est-ce qui fait qu'à un moment donné ce qui nous permettra de vivre normalement exige le fonctionnement d'un certain nombre d'organisations que seuls certains sont aptes à faire fonctionner et dans lesquelles ils sont en haut de la hiérarchie ? Telle est la question.

L'analyse plus complète proposée dans le Manifeste montrera qu'il n'y a pas que le pouvoir qui se dilue dans le système, mais les 2 autres éléments fondamentaux du capitalisme : la propriété et la richesse.

Nous allons simplement, pour condenser les principales idées de cette analyse, en survoler 3 autres thèmes : 1) le rôle de la consommation des objets dans l'évolution du productivisme. 2) le rôle de la technique. 3) comment peut s'articuler une analyse du totalitarisme, des génocides, de la faim...

Rôle de la consommation, des objets

Dans quelle mesure le productivisme provoque-t-il la course à la consommation ?

Trop souvent, face à l'épuisement des ressources naturelles et au délire de la société de consommation, les

écologistes ont revendiqué qu'on ne produise que des biens "utiles", correspondant aux "vrais besoins", sans même se demander ce que sont les vrais besoins ni surtout qui les déterminera ? Or, ces 2 questions sont fondamentales : au nom de quoi peut-on affirmer qu'on peut se passer de TV et non de chaîne Hi-Fi ou l'inverse ? et laissera-t-on le choix des critères de cette discrimination à des technocrates ? à une majorité ? au jeu du marché ? On voit combien il est dangereux de ne pas faire une analyse sérieuse des "besoins".

Cette analyse, nous la proposons à partir de 3 types d'explication qu'on peut distinguer quand on considère la demande économique actuelle des pays industrialisés : cette demande s'explique :

- soit par des nécessités objectives de la nature humaine universelle, nécessités très difficiles à évaluer, mais qui représentent dans nos pays une part infime des dépenses faites par les individus et les collectivités (nourriture minimale indispensable, protection contre les intempéries et les maladies...).

- soit par la fixation du désir des objets qui à la fois ne seront jamais définitivement satisfaisants, et signifieront aux yeux des autres la façon dont on désire être reconnu (la mode par exemple) : le désir est l'expression d'un manque qui ne peut être comblé par l'objet explicitement demandé parce que c'est autre chose qui est en question : un manque fondamental ; et cette demande apparaît dans un langage social : le désir d'apparaître ceci ou cela. Les inégalités sociales jouent un grand rôle dans cet aspect "signe". Et le système de production ne fait que canaliser la fixation du désir sur tel, puis tel objet en utilisant les difficultés rencontrées par les individus pour établir des relations personnelles.

- soit par les nécessités liées au système lui-même : la demande de transport en métro, de téléphone, d'équipements collectifs, d'armement... découle de la nécessité de rester intégré au système dans la mesure où on accepte ses objectifs (une critique basée sur la rationalité pourra s'exercer à plusieurs niveaux sur cette 3ème demande).

Que conclure de cette rapide analyse ? Que de toutes façons il est dérisoire, face à la boulimie collective, d'adopter l'une ou l'autre des 2 attitudes prônées soit par la plus grande partie de la droite et de la gauche traditionnelles (la rassasier indéfiniment), soit par l'extrême-gauche et certains écologistes (limiter à une ration "normale"). Les réponses à trouver ne sont pas simples ; elles sont à diversifier selon le type de demande. Quelques exemples : on peut choisir consciemment de consommer moins d'équipements lourds et de plus légers qui permettraient une meilleure vie sociale ; choisir des structures économiques, juridiques, politiques qui rendront plus faciles les contacts humains entre les personnes ; choisir de bâtir des villes et entreprises à taille humaine, de multiplier les lieux de rencontre et d'échanges ; après en avoir pesé les risques. Il faut accepter les risques (de moindre efficacité donc d'inflation, d'immobilisme...) que peut comporter par exemple la défense des identités culturelles régionales, la défense de communautés de valeurs, de coutumes ; c'est une condition essentielle. Tout autre discours sur la consommation, les régions et leur culture est irréaliste, dérisoire et trompeur.

Rôle de la technique

La Technique n'est pas neutre. Les techniques de pointe, le type de technologie adopté dans une société influent profondément sur les structures sociales et les individus. Pourquoi n'est-il pas possible d'en changer quand on veut (au moins à court terme) ? Parce qu'ensembles elles forment système, elles s'articulent toutes en un réseau évolutif que J. Ellul a longuement analysé dans "Le Système technicien". La Technique est un des éléments essentiels du productivisme parce que lié à la recherche prioritaire de l'efficacité, de la croissance, de la fonctionnalisation.

En effet : 1) on recherche et applique les techniques les plus fonctionnelles ou efficaces ; 2) une fois mises en oeuvre elles figent et reproduisent l'orientation qui les a conçues ; 3) elles contribuent au déterminisme social : en soi elles ne déterminent pas mécaniquement la société, mais le fait qu'on donne priorité au fonctionnel, à l'efficace rend leur ensemble, celui qui est le mieux adapté au productivisme, capable d'engendrer un déterminisme.

C'est comme l'écrou qui resserre l'étai.

Articulation du productivisme avec le totalitarisme, les génocides, la faim, la guerre, l'impérialisme

Nous avons relevé que le totalitarisme est en germe dans le fait de réduire l'homme à quelques fonctions : il est potentiellement dans le fait d'élargir à l'humain la forme de pensée que nous avons appelé rationalité instrumentale. On ne peut en effet réduire la personne humaine à des catégories. On ne peut la considérer comme du domaine du comparable, de l'"équivalent généralisé". A partir du moment où on ne reconnaît plus en chacun quelqu'un d'unique, d'incomparable, la voie est ouverte et il suffit de la folie de quelques-uns et de la lâcheté d'un grand nombre pour qu'il s'établisse.

Par ailleurs nous avons souligné le danger totalitaire du mythe qui constitue à croire à l'avènement d'une société transparente, sans conflits, parfaite. Le dénouement heureux de ce qui serait le "drame" de l'Histoire est ordinairement l'utopie dans laquelle les courants totalitaires trouvent leur signification. Par opposition au dramatique, la pensée des "tragiques" nous donne une autre conception de la condition humaine en situant le mal, non dans des adversaires à éliminer, mais dans les conflits qui naissent entre nos aspirations les plus nobles. Cette remarque limite aussi l'horizon de notre alternative comme de toute action politique : nous ne posons pas les premières pierres d'une société idéale : nous voulons seulement renverser l'obstacle qui actuellement nous paraît le plus dangereux.

Si dans les pays du tiers monde (d'Amérique latine notamment) le pouvoir des multinationales apparaît comme une domination extérieure de type capitaliste (et non comme une nécessité fonctionnelle de type productiviste), il faut

remarquer que cette domination ne peut s'exercer que grâce à la complicité des pays industrialisés, grâce à leur consensus productiviste. Ce qui apparaît nettement en tout cas, c'est le lien étroit entre l'évolution sociale des pays développés et les phénomènes de malnutrition, de faim et de déséquilibres sociaux dans le tiers monde. Et cela dans les 2 sens. Quand par exemple on accepte chez nous des subventions au type d'agriculture industrielle, on accepte en même temps de chasser de leur terre des paysans du tiers monde, on substitue une agriculture tournée vers l'exportation à une agriculture vivrière, souvent en détruisant leur sol. Dans l'autre sens, accepter ces relations avec le tiers monde, c'est chez nous accepter l'exode rural et le veau aux hormones.

De ce trop rapide aperçu de notre analyse nous pouvons conclure que le niveau de réflexion auquel elle convie est susceptible de rassembler dans un travail commun des sensibilités aussi diverses que celles évoquées plus haut. La 2ème partie du Manifeste découle de cette analyse : il s'agit des grands axes autour desquels peuvent s'élaborer de nouveaux choix politiques. Il restera ensuite dans une 3ème partie à élaborer la question d'une stratégie commune : quelle vision du changement social est possible et nécessaire ? et quelle organisation proposer pour lancer un mouvement politique à vocation majoritaire ?

François Degans